SEPTIEME ANNEE. — N° 15. VENDREDI 29 JANVIER 1926.

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

123, Rue Montmartre, Paris HEBDOMADAIRE Le Numéro : 75 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

DÉCLARATION

Le Comité de Rédaction du Bulletin Communiste *constate avec satisfaction que trois mois de publication de cet organe hebdomadaire, dont il revendique pleinement la responsabilité, n'ont pas été sans donner quelques résultats positifs. Une récente manifestation de l'Exécutif de l'Internationale offre l'occasion de les éclairer devant les communistes de tous les pays.*

L'Exécutif, auquel l'opposition revolutionnaire du Parti s'est adressée vainement à trois reprises au cours de l'année 1925, l'Exécutif, qui n'a pas répondu à trois documents avertisseurs signés de 80, puis de 130, puis de plus de 250 militants, l'Exécutif vient enfin de faire une première intervention publique dans les affaires du Parti français.

Cette intervention paraît avoir pour objet essentiel d'annoncer que les communistes français capables d'avoir une opinion « auront la possibilité » *de la défendre dans la presse du Parti. L'Exécutif reconnaît par là que cette faculté leur était jusqu'ici interdite tout en leur en assurant désormais l'exercice. Quelque restreintes que soient cette constatation et cette promesse, il importe de les souligner. Elles prouvent que le* Bulletin Communiste *n'a pas lutté en vain et justifient ses fondateurs et collaborateurs devant le communisme international.*

Il y a plus. Trois mois plus tôt, le Parti se trouvait en état de torpeur. La « bolchevisation » l'avait rendu muet et inerte. L'ordre et le silence y régnaient, un ordre et un silence où nul ne pouvait se méprendre. Aujourd'hui le silence est rompu, quelques camarades retrouvent la parole, le Parti sort de sa léthargie, un certain réveil se manifeste. Dire la part du Bulletin Communiste *dans cette velléité de renaissance n'est pas notre rôle : chacun l'appréciera, en son âme et conscience.*

Le Comité de Rédaction du Bulletin Communiste *constate que l'Exécutif n'a pas eu un mot d'approbation de la politique officielle du Parti ni un mot de blâme envers la politique de l'opposition. Le jugement du prochain Exécutif élargi se trouve donc entièrement réservé. Un tel fait nous permet de n'accorder aucune importance aux paroles qui voudraient être injurieuses, et ne sont que vaines, à l'adresse du* Bulletin Communiste *et de son principal rédacteur comme de la* Révolution prolétarienne *et de ses collaborateurs.*

Le Comité de Rédaction fait remarquer à l'Exécutif que les mots « contre-révolutionnaire » ou « activité criminelle » sont absolument dépourvus de sens, pour des militants communistes sérieux, tant qu'ils ne sont appuyés d'aucun argument. Il ne se sent nullement atteint par ces expressions qui ont trop servi à mauvais escient.

Le Comité de Rédaction, comprenant des communistes du Parti et des exclus qui seront membres du Parti demain, tiendrait à honneur de se rendre à des arguments de l'Exécutif. Mais il ne saurait s'incliner devant de sommaires affirmations. Et il persiste à considérer comme éminemment révolutionnaires le travail du Bulletin Communiste *et de la* Révolution prolétarienne *et leurs critiques, non du Parti et de l'Internationale dans leur principe, mais des déviations qui en stérilisent le présent et en compromettent l'avenir.*

Les soussignés profitent de l'occasion pour affirmer hautement leur solidarité absolue et pour faire savoir à toute l'Internationale qu'on ne les séparera pas les uns des autres. Dans le Parti ou hors du Parti, ils accomplissent le même devoir, ils essaient de sauver ce qui peut être sauvé du communisme français. Rien ne les en détournera.

Le Comité de Rédaction, espérant que la prochaine assemblée de l'Exécutif élargi voudra étudier attentivement la situation désastreuse du mouvement communiste français, estime de son devoir de ne reculer devant aucun sacrifice pour lui faciliter la tâche et n'offrir aucun prétexte à diversion. Il décide de se

prêter à la nouvelle expérience désirée par l'Exécutif en suspendant la publication du Bulletin Communiste *hebdomadaire.*

Cette expérience sera édifiante pour un bon nombre de camarades qui ont depuis longtemps, dans leur for intérieur, condamné la Direction du Parti français mais n'ont jamais osé se prononcer ouvertement par respect pour l'Internationale, présentée par cette Direction comme solidaire de sa politique. Le Bulletin Communiste *s'efface et le Comité de Rédaction disparaît : l'expérience qui s'ouvre n'en sera que plus démonstrative.*

Les dirigeants du Parti français sont incapables de mettre un terme au régime intolérable qui écrase le Parti parce que cet acte équivaudrait à leur suicide. Le Parti ne les a pas élus, ne les reconnaît pas et ne les acceptera jamais. Ils le savent et n'espèrent prolonger de quelques mois leur misérable existence politique qu'à l'aide du bâillon, de la calomnie, de l'imposture.

Le Parti veut la parole. Il ne l'aura pas du consentement de ses dirigeants. Si l'Exécutif en doute, il sera fixé sous peu. D'ailleurs, ce n'est pas seulement le droit d'ouvrir la bouche que réclame l'opposition : il ne suffit pas de pouvoir s'exprimer, il faut pouvoir le faire sans être couvert de boue ; il faut encore abolir les décisions arbitraires, les mesures illégales prises en rupture avec les statuts du Parti, les résolutions régulières des Congrès ; il faut aussi rétablir l'ordre véritable dans le Parti, c'est-à-dire la démocratie ouvrière, l'élection des mandataires par les mandants, la responsabilité des fonctionnaires devant les assemblée délibérantes, la réduction de « l'appareil » à des dimensions normales par rapport au Parti, le contrôle de la gestion des dirigeants, la reddition des comptes ; il faut enfin remettre en honneur le respect des textes, des faits constatés, des engagements pris, de la parole donnée, des convictions sincères et des services rendus, — il faut absolument condamner l'amoralisme, le cynisme, l'hypocrisie, la fourberie, le mensonge, le faux et l'usage de faux, la duplicité, les intrigues caractérisant la haute politique des « léninistes » de fraîche date qui ont attendu que Lénine soit mort pour s'en réclamer.

L'Exécutif élargi peut et doit hâter la fin de la crise du Parti français. S'il laissait passer l'heure, il rendrait indispensable un organe communiste d'opposition révolutionnaire. Le Comité de Rédaction du Bulletin Communiste, *le jour même où il donne à l'Internationale une nouvelle preuve de fidélité, entend tenir en éveil les communistes véritables et déclare : quand les principes du communisme sont méconnus, les décisions du Parti violées, ses statuts piétinés, sa conscience bafouée par ceux-là mêmes qui en ont la charge, l'indiscipline révolutionnaire est le plus élémentaire des droits et le plus impérieux des devoirs.*

Vive le communisme international !

Le Comité de Rédaction : Albrespy, Aucouturier, Barat, Barrué, Basilaire, Bastin, Bertrand, Marthe Bigot, Boissey, Bornat, Bouillot, Boulidard, Boulier, Bruhat, Burel, V. Caruel, Castex, Chevalier, Georges Courand, David, Debut, B. Delahaye, G. Delahaye, Delarue, Delsol, Dessay, Dognin, Doucet, Duc, Dussaud, V. Engler, Fulconis, O. Flouret, Garnier, Garsot, Gentillezza, Gosset, Germaine Goujon, Gourget, Grandin, Guillou, Roger Hairius, César Hattenberger, Hutt, Joly, Berthe Joly, P. Kaan, Lacoste, Lalande, Legendarme, Th. Lemasson, Lemire, Lepesqueur, Leprince, Leroy, Mabo, Mader, Mahouy, Mailland, J. Maquarre, Maupiou, S. Menant, Molinié, P. Moulin, J. Moulin, L. Noël, V. Paty, Péju, E. Pitte, Rabaute, S. Ribade, Antoine Richard, Marcelle Richard, Roux, Saint-Jacques, Salomez, Saunier, Sénécal, B. Souvarine, Souzy, Ch. Stock, Ed. Stock, H. Suchet, Thionville, L. Thorel, A. Thorel, Tombrel, Tony, Vidaleincq, Villon, Van Zurk, Weibel.

Notre dernier numéro

Ce dernier numéro du **Bulletin** hebdomadaire paraît avec un retard de quinze jours, dû exclusivement à des raisons matérielles.

Nos camarades devront donc tenir compte, en le lisant, du fait que son contenu date de deux semaines.

Au moment où le **Bulletin** sort des presses, des faits nouveaux, postérieurs aux décisions annoncées ici, sont devant nous. L'opposition tiendra sans doute à informer, par ses propres moyens, le Parti tout entier de son attitude à cet égard.

En pleine dégénérescence

A mon tour d'être à l'honneur : je suis exclu par ma cellule. Après bien des hésitations et des détours, on a fini par où je pensais que l'on aurait commencé, lorsque j'écrivis ici, dans le n° 6 du *Bulletin*, un article destiné à appeler autour de lui tous les bons camarades décidés à ne pas se taire davantage, et non décidés à éviter l'exclusion *à tout prix*.

Lorsque se tint à Paris la première « Assemblée d'information » de la région parisienne, un super-bolchevisé, faisant irruption dans la salle, vint s'affaler auprès de la tribune, brandissant le *Nouveau Siècle*, et désigna du doigt à l'inénarrable Sémard : « Là... là... un article... l'Opposition... dans le *Nouveau Siècle !* » Horreur et calamité ! Abomination de la désolation ! Et la salle de s'indigner. L'article de Souzy dans le *Nouveau Siècle !*

« Eh bien ! répondit le Sémard, à ceux qui demandaient l'exclusion, excluez-le, excluez-« les ». Nous ne pouvons pas le faire. C'est aux cellules à s'en charger. »

Le nouveau mot d'ordre est mis à exécution. Nous avons vu, dans les cellules, s'organiser la croisade contre l'Opposition. Dans les chuchotements d'oreille à oreille, on discernait souvent le mot « exclusion ». Tout ce que le Parti léniniste (malheureux Lénine !) comptait encore de social-démocrates indécrottables, oubliés dans ses rangs, heureux de se venger un peu des défaites que nous leur avions infligées se mit en œuvre. Tous les bafouilleurs s'en mêlèrent. C'était un ordre du centre, déguisé en désir de la Direction. Avec quel zèle on se mit en campagne ! La préparation morale s'organisa. Et je suis exclu, — l'ami Péju n'en vaut guère mieux ! Et sans doute aussi la poignée de courageux qui ont signé « l'Appel aux Communistes » que nous avons lancé (1).

A vrai dire, j'envisage l'exclusion avec sérénité. S'il fut un temps où je considérais l'exclusion comme un déshonneur pour un communiste, il y a belle lurette que j'ai compris ce qu'elle signifiait réellement, quand le Parti est entre les mains d'aigrefins et devient un champ d'exercice pour des inconscients. Encore quelques mois de ce régime, et il ne restera plus au Parti que des coquins menant quelques milliers de pauvres types, car il ne sera plus permis aux autres d'y demeurer.

J'ai refusé d'aller à ma cellule m'expliquer sur le « cas Souzy ». J'ai demandé certaines garanties : on ne répondit pas, ou plutôt on répondit à côté de la question. On me mit en demeure de payer mes cotisations arriérées : j'exigeai, en revanche, le contrôle des finances par les adhérents, le contrôle de l'appareil, la liberté de voir et de savoir, en un mot, tout ce qui, dans un Parti, est la logique même, et contribue à créer entre la base et le sommet, la confiance fraternelle indispensable. Bien entendu, les dirigeants de la cellule (de farouches bolcheviks qui, pour faire grève le 12 octobre, se firent porter malades à leur boîte) ne voulurent pas s'engager à travailler dans ce sens. L'occasion était trop belle.

Il n'y a pas, d'ailleurs, de cas Souzy : il y a le cas de l'Opposition, ou plutôt, il y a le cas de la Direction du Parti Français. Je me suis refusé à comparaître devant un tribunal ayant *pris par avance* sa décision, parce que je méprise profondément cette parodie de justice communiste. Je me garderai bien de faire appel au Centre, comme Hairius. Faire appel aux aigrefins qui président à la liquidation du communisme en France serait de la naïveté, et pourrait animer ces guignols d'un souffle de l'autorité que nous leur dénions.

Dans la période que nous vivons, l'exclusion n'a plus de signification. Combien s'obstinent dans l'espoir de faire quelque chose, de travailler au redressement, et s'épuisent en timides efforts, ou bien se contentent de velléités qui fondent au contact des réalités ! Il s'est passé, ici, cette chose incroyable, d'un camarade condamné avant d'avoir été entendu, et auquel on a offert de discuter après que la décision eût été prise. Condamné, il le fut par des adhérents au Parti de quelques mois, voire de quelques semaines, ignorant *absolument tout* des questions en cause, n'ayant eu pour s'instruire que les versions tendancieuses des agents de la Direction, et peu soucieux, d'ailleurs, d'entendre autre chose

Dans de telles conditions, à quoi bon s'obstiner ? Fort heureusement, il n'est pas au pouvoir des énergumènes du 120 de la rue Lafayette d'étouffer à jamais notre voix. Aussi l'entendra-t-on encore, et comment !

J'avais le douloureux privilège de voir juste quand j'écrivais ici que le Parti était à refaire. A refaire, sa mentalité, ses méthodes ; à refaire, sa morale ; à refaire, son organisation ; à refaire, ses plans de travail ; à reconquérir, son influence décroissante. Et pourvu que la C.G.T.U. ne soit pas à refaire aussi...

Nous avons espéré, un temps, en l'intervention de l'I. C. Nous ne l'osons plus maintenant. Le coup frappé par le délégué de l'Exécutif ne fut qu'un coup de bâton dans l'eau. Tout au plus a-t-il réussi à faire naître, au sein du Comité Central, une nouvelle fraction, dont les dents sont longues, et les appétits de taille à croquer bien des vieilles réputations. C'est la fraction des « jeunes » qui pensent qu'une liquidation proche ouvrira pour elle une succession à laquelle elle aura droit. Et la jeune fraction, déjà, entreprend le travail

(1) Il est symptomatique de rencontrer à la tête de la croisade un hurluberlu nommé Ribard qui, après s'être affirmé d'accord avec l'opposition, déploie aujourd'hui un zèle considérable pour faire oublier sa lettre à la *R. P.*, où il assimilait la Direction à une bande de « maquereaux et d'escrocs professionnels ». Allons, vite, une gamelle pour cet Herclet au petit pied !

préparatoire, choisit ses thuriféraires. Elle commence, avec les méthodes dont elle a reçu l'enseignement de ses aînés, son travail de sape. L'on apprend ceci sur Doriot et son voyage au Maroc, cela sur tel autre, et l'on dit même... N'est-ce pas Fromage ?

Tout cela est singulièrement dégoûtant.

Heureusement, tout cela *n'est pas le communisme*. Heureusement, ces gens-là ne sont pas le Parti. Le mal qu'ils lui font, certes, est immense, dans le présent, et aussi pour l'avenir ! Mais notre idéal communiste est hors de portée de leur atteinte et ils ne sont pas de taille à le souiller pour longtemps.

Il apparaît que, par la brèche ouverte, on veut faire passer le reste des « sept » dont deux sont déjà exclus. Puis, probablement, l'Opposition. Ceux qui ont eu quelques illusions doivent les perdre. Ceux qui espéraient en le Parti doivent se dire que *le vrai Parti* est mort, et qu'ils en sont les derniers survivants. Ce qu'il en reste se compose de pauvres diables, en grosse majorité racolés récemment, fanatisés et trompés ; de quelques bons camarades dispersés, indolents, optimistes, et dont la vraie foi communiste est frappée de cécité ; de petits Messieurs qui traînent leur insuffisance dans les cellules, espérant bien qu'un jour viendra où les borgnes régneront sur les aveugles.

Donc, mes camarades opposants, trêve de lamentations et de jérémiades. Vous êtes bel et bien condamnés. Peut-être la Direction espère-t-elle, par quelques exemples, vous réduire au silence. Et ainsi, désagrégés peu à peu, vous ne serez pour elle qu'une poussière insignifiante de mécontents. Mais si vous renâclez, votre compte est bon !

Comment sortirons-nous de là ? On n'en sait encore rien de précis. Je vois difficilement une issue, à l'heure présente. L'essentiel, à mon sens, le voici :

D'abord gagner dans le Parti quelques camarades sérieux, honnêtes, sains et intelligents. Il en reste *encore quelques-uns*. Abandonner le reste à l'Energumène, et à ses zélateurs.

Nous grouper autour du *Bulletin*, et ne pas perdre contact. Etudier. Comprendre. Nous instruire. Nous préparer. Attendre l'occasion de refaire de fond en comble le Parti Communiste.

Car le Parti Communiste renaîtra...

Souzy.

Encore de l'argent

Depuis deux ans, « l'appareil » n'a pas daigné rendre le moindre compte au Parti. Les cotisants n'ont qu'à payer. L'appareil dévore.

Le jour où une commission de contrôle revisera les comptes, ce sera du joli.

Or, voici que les budgétivores organisatoires réclament de nouveau, aux ouvriers, de l'argent. Une nouvelle souscription est ouverte.

La souscription sera un fiasco. On ne donne pas d'argent aux gens qui refusent de rendre leurs comptes, et qui n'accordent au Parti que le droit de se taire et de payer.

Leur Léninisme

Séance
de la Chambre des Députés du 10 décembre 1925
(Extrait du *Journal officiel*)

M. MARCEL CACHIN. — Les solutions que nous proposent les Alliés sont absolument inconciliables avec les possibilités de ce pays, j'ajoute — sans vouloir refaire ici un discours retentissant de M. Marin — avec la moralité la plus élémentaire.

La formule apportée par notre collègue : « La France a payé avec le sang de ses soldats », est une formule qui dure, qui vaut, qui se défend devant la conscience de tous les hommes honnêtes. (*Applaudissements à l'extrême-gauche communiste.*)

.....

Messieurs, l'Amérique répète dans ses journaux quotidiens, d'une façon constante, qu'elle est écrasée d'impôts, tandis que la France ne paie pas sa part au fisc.

Que lui faut-il donc, messieurs ?

Je pense au contraire que notre pays (*sic*) est arrivé au summum de ce qu'il peut supporter...

.....

Mais je me retourne vers l'Amérique et je lui demande dans quelle mesure elle a elle-même donné l'exemple (du désarmement). (*Applaudissements à l'extrême-gauche communiste et sur divers bancs.*) Oui, applique-t-elle chez elle le désarmement, qu'avec — je ne mâche pas les mots — une suprême hypocrisie, elle prétend imposer à l'univers ? (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

.....

Oui, il est nécessaire d'imposer à notre Gouvernement de désarmer : le désarmement général (!) est la première condition de la paix du monde. Mais est-ce que les Etats-Unis sont entrés dans cette voie ? (*Très bien ! Très bien !*)

M. AUGUSTE RAYNAUD. — Nous constatons avec plaisir que vous avez quelque peu modifié votre langage.

M. MARCEL CACHIN. — Je vous demande, mon cher collègue (!) de renoncer à me donner des leçons de moralité (*sic*). Je n'en ai nullement besoin (!) Je n'ai jamais modifié mon langage (!) à ce sujet. Je dis simplement : « Que les Etats-Unis désarment ! »

M. AUGUSTE RAYNAUD. — C'est un compliment que nous vous adressons.

.....

La classe ouvrière et paysanne française, les malheureux qui travaillent et produisent n'accepteront jamais que, pendant soixante-deux ans, on leur demande d'écrasants sacrifices supplémentaires pour donner à des industriels, des commerçants et des financiers étrangers (*sic*) les cent-cinquante milliards qu'ils nous (*sic*) réclament. (*Applaudissements à l'extrême-gauche communiste.*)

Dans le dernier numéro de la *Révolution Prolétarienne*, Robert Louzon élève contre ce scandaleux discours, dont toute la Direction du Parti se trouve solidaire, une protestation vigoureuse traduisant l'opinion de tous les vrais révolutionnaires :

« *Voilà, ô Lénine, comment tes prétendus disciples appliquent ton enseignement fondamental, que c'est d'abord son propre capitalisme, son propre impérialisme, que le prolétariat de chaque pays doit combattre ! Eh bien ! avec toi, nous disons aux traîtres du communisme qui ont laissé passer cet ignominieux discours sans protester : combattre l'impérialisme dans les autres pays quand son propre pays en est lui-même infesté, c'est du nationalisme masqué, c'est trahir l'internationalisme, c'est trahir la classe ouvrière.* »

En marge de la bolchévisation

> Il (Victor Hugo) ne remarque pas qu'il grandit le personnage (Napoléon III) au lieu de le diminuer, en lui attribuant une force d'initiative sans exemple dans l'histoire universelle... Pour moi, je montre que la lutte des classes, en France, a créé des circonstances et des situations telles qu'elles ont permis à un personnage médiocre et grotesque de jouer un rôle héroïque.
>
> KARL MARX.
> (*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte.*)

Dans sa véhémente lutte contre « Napoléon le Petit », Victor Hugo avait inconsciemment exagéré le rôle de ce personnage en concentrant sur lui toutes ses flèches, le faisant ainsi apparaître comme l'unique responsable du coup d'Etat. Marx, par contre, ne voyait dans le « méchant petit prince » que l'instrument d'une certaine constellation sociale et politique, le « polisson hasardeux » qui avait profité de circonstances favorables pour se hisser au pouvoir.

Pour comprendre la bolchévisation, pour l'analyser et la critiquer en marxistes, nous devons l'envisager sous un angle pareil. La considérer comme l'œuvre de quelques aventuriers plus ou moins mal intentionnés serait tomber dans l'erreur de Victor Hugo et substituer une conception individualiste de l'histoire au matérialisme historique.

Pour nous, il s'agit d'abord de montrer quelles circonstances ont permis à des « personnages médiocres et grotesques » de jouer le rôle « héroïque » de bolchévisateurs, de s'emparer de la direction du mouvement communiste et de démolir en moins de deux ans les partis livrés à leurs sinistres manœuvres. Pour ne pas grossir d'une façon exagérée l'importance des couples apocalyptiques qui ont si bien bolchévisé toute l'Internationale en général, et le communisme français en particulier, il faut comprendre la bolchévisation comme l'expression, le reflet idéologique des conditions matérielles où se trouvent, depuis quelques années, le mouvement ouvrier et son avant-garde communiste.

La défaite d'Octobre 1923 a marqué l'effondrement de la vague révolutionnaire d'après-guerre, a consacré la solution des problèmes cuisants soulevés par la guerre de 1914-1918, par, dans l'esprit et selon les intérêts de la bourgeoisie. Une nouvelle crise du régime capitaliste n'était plus à attendre des contradictions contenues dans la paix impérialiste de 1919, dont les pointes les plus périlleuses furent de plus en plus émoussées par les gouvernements bourgeois sur le dos du prolétariat battu. Une nouvelle révolution ne pouvait plus venir qu'à la suite d'une nouvelle crise; mais les antagonismes nouveaux ne se dessinaient à l'horizon qu'à échéance incertaine. La stabilisation capitaliste était devenue un fait et une partie de la classe ouvrière essayait de stabiliser aussi son existence misérueuse dans le cadre du capitalisme temporairement consolidé.

Dans le camp communiste, ce fut le découragement, le désarroi. Des symptômes pareils s'avérèrent après chaque défaite révolutionnaire. 1849, 1871, 1905, furent suivies d'une période de stabilité du régime de réaction et d'un déclin des troupes battues. Après chaque défaite partielle depuis novembre 1918, le communisme a traversé une crise. Après la défaite d'Octobre 1923, dont la portée fut internationale, la crise communiste devait forcément être plus générale, plus profonde et plus ample.

C'est sur les eaux stagnantes du capitalisme stabilisé, dans un mouvement communiste désemparé par la défaite, que des personnages moins que médiocres et plus que grotesques, profitant de l'appui que leur accordaient les besoins fortuits des dirigeants du P. C. russe, s'installèrent à la tête des sections les plus importantes de l'Internationale et que l'idée de la bolchévisation de l'Internationale fut conçue.

Il faut juger les choses par leurs effets. Or, les effets de la bolchévisation sont aujourd'hui manifestes. Notre Parti est en ruines, son effectif réduit, sa combativité paralysée, son idéologie figée. Toute notre Internationale a perdu une grande partie de sa force d'attraction.

Cependant, on pourrait objecter que nous jugeons de parti pris. Laissons donc la parole à un homme dont le témoignage ne peut être suspect. Dans son rapport à la Commission allemande, à Moscou, le 12 août 1925, Boukharine a apprécié de la façon suivante les effets de dix-huit mois de bolchévisation par le couple Ruth Fischer-Maslov:

« Le Parti communiste n'est pas capable de recruter les ouvriers social-démocrates qui viennent à nous, ni de les toucher par un travail communiste, et d'autre part, le groupe dirigeant n'est pas capable de résister à ces tendances social-démocratiques — *social-démocratiques* (1), je le répète expressément — à ces tendances anticommunistes, antimarxistes qui se développent au sein du P. C...

« ...Si l'on demande combien de brochures, d'écrits de propagande, etc..., sont parus, traitant des questions discutées, on ne recevra pas de réponse ; on devra constater que *rien n'a été écrit pour convaincre l'opposition* par un exposé sérieux et critique des faits. *Vous avez une véritable ruine dans le domaine de la production idéologique* (1) ; en d'autres domaines, vous n'avez pas non plus de vie intellectuelle ; on ne voit que des mesures administratives..

« ...En ce qui concerne les qualités intellectuelles, j'ai déjà dit que vous n'avez pas de vie intellectuelle dans le Parti... *Si un pareil chaos idéologique continue dans le P. C. allemand, celui-ci sera fichu... Où sont vos principes politiques ?...* (1) Une direction qui fait une telle politique de bohémiens, qui consent à de tels marchandages, qui trahit sa ligne politique, *n'est-elle pas banqueroutière ?* » (2)

Qu'ajouter à cela? Boukharine, un des dirigeants de l'Internationale, apprécie ainsi ceux qui ont « bolchévisé » la section allemande. Tout cela, nous l'avons dit bien avant, employant presque les mêmes termes — toutefois un peu moins rudes — que Boukharine. On nous a traités de contre-révolutionnaires, de traîtres, « pires que Frossard ». Boukharine, lui aussi, serait donc un « communiste-fasciste », « pire que Frossard »? Ou bien serait-il révolutionnaire de dire des Ruth Fischer-Maslov d'Allemagne ce qui est taxé d'hérésie, de quasi-fascisme lorsqu'on le dit de leurs congénères français?

Dans la même Commission, Zinoviev a apostrophé encore plus durement les bolchévisateurs allemands:

« *Avez-vous su, dans cette question* (syndicale), *montrer la voie à la classe ouvrière ? Vous lui avez montré la voie à l'abîme...* (3). Où êtes-vous allés ? *A la Social-Démocratie, non pas à l'I. C.* (3)

« ...Aucun parti ne prend plus au sérieux le groupe Ruth Fischer-Maslov, parce que les camarades ont vu que c'est *des sottises, et non pas du marxisme, qu'ils donnent comme conseils...* (1) *Si l'on manque de tête, si l'on manque de ligne, si l'on est démagogique, si l'on veut être le Lénine d'Europe occidentale sans avoir lu*

(1) C'est nous qui soulignons.
(2) *Der Neue Kurs* (Viva, éditions du P. C. A.).

le Capital de Marx — franchement dit — il faut faire de la réclame à l'américaine... » (3)

Avons-nous jamais porté contre les bolchévisateurs des critiques plus acerbes que celles de Zinoviev lui-même?

Cependant, il y a dans le discours de Zinoviev un passage encore plus grave. Le voici:

« Ce groupe avait la prétention de diriger l'I. C. Nous ne pouvions mener une lutte de concurrence, nous devions dire : « Eh bien, un tel groupe a surgi, l'Internationale est grande, *il faut donner à ce groupe la possibilité de montrer ce qu'il peut.* » *Et nous vous avons donné la possibilité de montrer ce que vous pouvez*, et vous avez montré ce que vous pouviez. *Vous pouvez perdre l'Internationale, ruiner le Parti communiste.* » (1)

C'est suffisamment clair. Mais ces phrases impliquent l'aveu que les responsables de la ruine du P. C. allemand — et français! — ne sont pas seulement les Fischer-Maslov et les Treint-Girault, mais *tout le système de direction*, le centralisme autocratique, installé depuis deux ans dans notre Internationale et par lequel les Zinoviev, *selon leur propre aveu, ont imposé aux sections d'Europe centrale et occidentale des dirigeants sots, démagogiques, social-démocrates, sans tête, sans culture marxiste, banqueroutiers, qui conduisent les Partis à l'abîme.*

Il fallait « donner à ce groupe » — dont on connaissait d'avance l'incapacité — « la possibilité de montrer ce qu'il peut ». Quelle criminelle légèreté! On fait sur les Partis communistes des expériences comme sur des cobayes! « Un tel groupe a surgi, l'Internationale est grande, il faut donner à ce groupe la possibilité de montrer ce qu'il peut! » Cette phrase renferme en elle tout le mal dont souffre le communisme international depuis le commencement de cette immonde «bolchévisation». A moins d'abandonner ces méthodes, notre Internationale continuera la route où les Fischer-Maslov de tous les pays, d'après Zinoviev et Boukharine eux-mêmes, l'ont engagée: la route vers l'abîme.

*
* *

Le langage des faits semble si convaincant que toute démonstration théorique ultérieure de la sottise et de la ruine de la « bolchévisation » paraît superflue. La « bolchévisation » est jugée aujourd'hui par ses résultats en Allemagne et en France; elle le sera demain dans toute l'Internationale.

Cependant, il s'agit de tout un système de direction qu'on s'efforce d'infliger à l'I. C. au nom de Lénine, de méthodes qu'on tâche d'appliquer partout et qui étouffent dans toutes nos sections, la vie intellectuelle, la combativité et l'initiative révolutionnaires: il convient par conséquent de se demander si ce système a quelque chose de commun avec le marxisme et avec les enseignements de Lénine même.

La « bolchévisation » devait créer une organisation vraiment bolchéviste et pénétrer toute l'Internationale d'une doctrine aussi bolchéviste que l'organisation. Les thèses sur la bolchévisation, adoptées par le dernier Exécutif Elargi (mars 1925) nous enseignent « ce qu'il faut faire pour que nos Partis deviennent, le plus rapidement possible, le plus bolchévistes possible ».

Devenir bolchéviste veut dire devenir égal au Parti communiste russe, au seul Parti bolchéviste de l'Internationale. Ce postulat est parfaitement juste. Quel communiste n'aurait pas l'ambition de suivre l'exemple du Parti bolchévik, de s'assimiler les expériences de ce Parti, qui est vraiment l'avant-garde du prolétariat international? Mais ceux qui proposent de bolchéviser en cinq sec les Partis occidentaux, qui méditent sur « ce qu'il faut faire » pour devenir bolchévistes avec un maximum de rapidité, oublient que le Parti russe est devenu bolchéviste durant plus de vingt années d'âpres luttes, dans une époque réellement susceptible d'engendrer une génération de héros! Combien faut-il être éloigné de la pensée léninienne pour croire qu'une potion bolchévisatrice administrée par Ruth Fischer-Maslov (qui n'ont même pas lu le *Capital*) ou par Girault-Treint (l'ont-ils lu, eux?) (4), ou des thèses à avaler par kilogrammes pourraient suppléer à la réalité vivante des luttes journalières et de l'expérience quotidienne, qui a formé le Parti russe?

Qu'on ne vienne pas dire que ce point de vue est nationaliste, que nous nous refusons à accepter pour la France les leçons des autres Partis communistes. Nous fûmes de ceux qui brisèrent la résistance de Frossard et de sa bande contre l'ingérence de l'Internationale dans les affaires « nationales » du Parti français. Nous savons qu'à notre époque l'échange, l'assimilation, la généralisation de toutes les expériences et de tous les enseignements de tous les pays est indispensable.

Cependant, cette unité de la révolution prolétarienne ne se fabrique pas par des « cours express », elle ne s'acquiert que par de dures expériences. Que dirait Lénine de pareils « léninistes », ce Lénine qui connaissait si bien la psychologie des masses et qui nous a appris que nous dirons vainement aux travailleurs que les leaders socialistes sont des traîtres, s'ils ne se convainquent pas *par leur propre expérience* de la justesse de notre affirmation? Marx a découvert les lois qui régissent la marche de la production capitaliste; cependant, ce n'est pas par l'étude abstraite, mais par l'expérience de tous les jours et en luttant contre la bourgeoisie, que le prolétariat s'assimile ses théories.

La véritable bolchévisation, l'échange et l'assimilation internationaux de toutes les expériences de lutte par toutes les sections de l'Internationale, a été entravée par les bolchévisateurs « léninistes » de 1924. Les membres de nos sections auront beau apprendre par cœur et réciter des formules creuses, comme les bons catholiques disent leur chapelet, cela ne contribuera pas le moins du monde à former un parti et des militants bolchévistes.

*
* *

La bolchévisation doit rendre les Partis communistes capables de résister à toutes les déviations, de droite et d'extrême gauche, mais de droite surtout. Le principe est juste; depuis 1919 et 1920 jusqu'à ce jour, le noyau du Comité de la 3e Internationale et du *Bulletin Communiste* a mené cette lutte sans relâche: contre les survivances social-démocratiques dans notre Parti, d'un côté; pour l'assimilation des éléments d'extrême gauche, antiparlementaires, syndicalistes, et contre les adversaires du front unique, de l'autre côté. Mais l'essentiel de la bolchévisation, ce n'est pas la lutte contre l'opportunisme de droite et contre l'inopportunisme de gauche, qui est plus vieille que la « bolchévisation », — c'est la *façon* dont cette lutte doit être menée.

La réorganisation sur la base des cellules devait être la mesure « organisatoire » (*sic*); le léninisme

(3) Dans l'original en gros caractères.

(4) Non seulement ils ne l'ont pas lu, mais ils ignorent même le *Manifeste communiste*, comme le rédacteur du *Bulletin* a pu le constater en 1923 devant le Bureau Politique et le Comité Directeur, à l'occasion d'une « réédition » du *Manifeste* décidée par le Comité fédéral de la Seine à l'intention des nouveaux adhérents du Parti. Bien plus : le secrétaire du Parti (!) Sémard, au « Congrès » de Clichy, poussa l'impudeur jusqu'à *se vanter* de n'avoir rien lu de Marx et montra qu'il ignorait *même le titre* du *Capital*, le confondant avec *Capital et Travail*, de Lassalle ! — *N. D. L. R.*

(inventé après la mort de Lénine) devait être « l'arme idéologique » contre ces deux déviations. (5)

Quelle conception rigide, antimarxiste, que de croire que le caractère plus ou moins révolutionnaire d'un Parti communiste dépend de la *forme* d'organisation! La lutte contre les déviations ne peut être menée par des mesures « administratives ». Certes, les cellules d'usines contribueront à resserrer les liens entre le Parti et la masse des travailleurs, à donner au Parti un caractère plus prolétarien, à y assurer à l'élément prolétarien l'hégémonie nécessaire. A condition, cependant, que les cellules soient assez grandes pour discuter sérieusement de toutes les questions, que les membres des cellules aient la possibilité matérielle d'assister aux assemblées, que le Parti ait assez de militants dans les usines et que ses militants n'y soient pas trop épars, pour être astreints à un travail réel. Si ces conditions ne sont pas remplies, les cellules ne pourront accomplir aucun travail sérieux, et toute initiative, toute faculté, voire tout droit de penser et d'agir, sera réservé à l' « appareil ». Karl Marx a pourtant dit que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et non pas celle d'un « appareil » omnipotent et omniprésent. Nous n'entendons nullement nier la valeur des cellules. Mais dans l'état où se trouve actuellement notre Parti, faire des cellules l'organisation de base serait endosser un complet d'adulte à un écolier.

Et pense-t-on vraiment que, la bolchévisation organique et idéologique accomplie, les Partis communistes sont pour toujours immunisés contre toute rechute dans les maladies sénile et infantile du mouvement ouvrier? Pense-t-on vraiment que l'organisation des cellules et le léninisme (tel que les bolchévisateurs le conçoivent) constituent une garantie perpétuelle contre toute déviation? C'est avoir une drôle de conception des périls de droite et d'extrême gauche que de penser qu'il suffit d'avoir une excellente organisation et une idéologie toute faite pour être à l'abri de toute aberration.

Les périls opportuniste et inopportuniste ne se laissent pas combattre par des mesures d'exclusion, quoique l'exclusion puisse devenir indispensable dans certains cas, car toutes les exclusions n'empêcheront pas la création d'une tendance si cette tendance a ses racines dans les circonstances économiques, sociales et politiques d'une époque. Le mouvement communiste est le mouvement de la fraction consciente du prolétariat, liée par mille attaches au mouvement de la classe tout entière. Chaque hésitation, chaque oscillation, chaque revirement dans le mouvement et dans la vie de la classe a sa répercussion fatale sur le Parti communiste. Il est naturellement plus facile d'exclure, de couper les membres qu'on croit atteints de la gangrène, que de surmonter la déviation par une lutte idéologique, mais le résultat en est un parti communiste tronqué, mutilé et saignant de mille plaies, d'où la vie s'enfuit, comme nous le voyons aujourd'hui en France et en Allemagne.

Le seul moyen de triompher de ces déviations est la lutte idéologique avec les armes que nous ont fournies Marx et Engels, Lénine et Rosa Luxembourg, non par des phrases extraites au hasard de leurs œuvres et considérées comme valables une fois pour toutes, mais par leur méthode dialectique et par l'analyse sans cesse renouvelée de la réalité « qui est toujours concrète », par l'application de la méthode marxiste aux phénomènes nouveaux.

En érigeant certaines formules en canon immuable, et certains chefs en papes infaillibles, la bolchévisation a réalisé justement le contraire de ce qu'elle se proposait d'atteindre. Elle voulait protéger le mouvement communiste contre toute déviation. Or, comme les déviations ne peuvent être corrigées que par la discussion la plus large, comme elles ne peuvent être surmontées que par le mouvement même, par ses expériences, par ses défaillances, par les coups qu'il essuie, les bolchévisateurs ont précisément rendu impossible la lutte contre les déviations en étouffant la discussion, en coupant les liens entre la masse et le Parti, en laissant celui-ci dégénérer en secte écartée de la vie et des luttes des masses et, par là, incapable de tirer les leçons nécessaires de la vie même.

Que la force doctrinale de notre Internationale soit en déclin, personne ne saurait le contester. Riazanov l'a déclaré au récent Congrès du Parti russe, au sujet du P. C. R. La décadence doctrinale est encore plus évidente dans les autres sections de l'I. C. Elle est la conséquence des mesures « administratives » (pour employer l'expression de Boukharine) prises jusque dans des questions théoriques. Au nom de la discipline, on s'efforce d'imposer des théories qui sont encore loin d'être généralement reconnues dans l'Internationale.

Le centralisme démocratique exige sans doute la discipline la plus stricte dans l'exécution de toutes les décisions des organes supérieurs. Une tactique, une action politique, syndicale, parlementaire ou extraparlementaire, légale ou illégale, étant décidées par les organes dirigeants *régulièrement élus* du Parti, tous les communistes ont le devoir de s'y conformer. Mais la théorie ne saurait être l'objet d'un vote de Congrès. Ni un Congrès, ni un Comité Central ne peuvent statuer que telle ou telle théorie est juste ou fausse. Il n'y a que la vie, l'expérience, la pratique qui en décident en fin de compte. Les premiers Congrès de l'Internationale ont tracé on ne peut plus nettement les lignes délimitant la théorie communiste. Ainsi, par exemple, la thèse que les guerres et l'impérialisme sont inséparables du capitalisme, est commune à tous les communistes; celui qui se figurerait pouvoir combattre l'impérialisme et les guerres sans lutter contre le capitalisme devrait le faire en dehors de notre Internationale, — ce qui fut le cas de certains pacifistes.

Cependant, au dedans des limites tracées, tout progrès théorique n'est possible que par la libre exploration du vaste terrain qui attend encore d'être sillonné par l'outil de la dialectique marxiste. Il est tout à fait inadmissible que des sections d' « agit-prop » de l'Internationale ou de ses partis imposent aux militants, par des instructions, des canevas de discours, etc..., la théorie de l'impérialisme telle que Hilferding l'a formulée, en repoussant *ex-officio* la théorie d'accumulation de Rosa Luxembourg, alors que chacune des deux théories, incomplètes l'une et l'autre, met à découvert une racine de l'impérialisme, et que la plupart des phénomènes de l'époque impérialiste attendent encore le génie qui, en utilisant *tous* les éléments amassés par les études fournies jusqu'à présent, écrirait le *Capital* de notre époque. Mettre à l'index une œuvre théorique de l'importance de l'*Accumulation du Capital*, en empêcher l'étude, *poursuivre et traiter de communistes de deuxième et souvent de dernière classe les militants qui s'en déclarent partisans*, c'est entraver et enchaîner le libre développement de la science marxiste dans l'Internationale. Les conséquences pratiques, les mesures tactiques auxquelles aboutissent partisans et adversaires de cette théorie sont les mêmes: la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme, dans les rangs de l'I. C., dont les uns et les autres reconnaissent les principes. Ce n'est ni un Congrès, ni le Comité Central le plus marxiste du monde qui pourra décider de la justesse de cette

(5) Et encore faut-il dire que la bolchévisation est une lutte contre des déviations *imaginaires*, où les étiquettes de « droite », de « gauche », d'extrême gauche, etc., sont collées arbitrairement à tous ceux qui ne sont pas « d'accord » avec « l'appareil ».

théorie, qui ne s'avérera fausse ou juste qu'à la lumière de l'expérience.

Le camarade Antonio Graziadei a écrit un livre (*Prix et surprix dans la société capitaliste*), où il attaque de toutes ses forces le fondement du marxisme : la théorie de la valeur, tout en se déclarant partisan de toutes les conclusions politiques que l'I. C. tire des enseignements de Marx. Ce livre a trouvé la réfutation qu'il méritait, il a été démontré que la « théorie » de Graziadei ne vaut rien. Mais pourquoi empêche-t-on la publication du second volume de son œuvre ? A-t-on peur de mettre la théorie marxiste à l'épreuve, de l'exposer à des critiques et à des attaques ? On se figure le rire avec lequel Marx accueillerait ces « léninistes » qui se plaisent à le « défendre » en étouffant la voix des contradicteurs au lieu d'épingler leurs fautes, de contredire leurs arguments, d'abattre leurs sophismes après les avoir entendus.

Depuis quelque temps, certains dirigeants du Parti français ont pris l'habitude de fulminer contre les « intellectuels », qu'ils considèrent comme foncièrement opportunistes, comme « droitiers » *par nature*.

A vrai dire, les ouvriers manuels sont moins susceptibles que les intellectuels de commettre des erreurs opportunistes. Leur position dans le processus de la production capitaliste ne leur fait jamais oublier l'antagonisme de classe et n'efface que difficilement la conscience que leurs intérêts sont incompatibles avec ceux de la bourgeoisie. L'intellectuel, qui ressent l'antagonisme de classe moins directement que le travailleur de l'usine, risque davantage de glisser et de s'égarer, *à moins qu'il n'ait acquis une solide culture marxiste* qui, à défaut de la position de classe qui fait la force du travailleur manuel — même si celui-ci n'a pas lu son Marx — lui servent de boussole. Un intellectuel, cependant, qui n'a rien lu de Marx, n'a aucunement le droit de qualifier des camarades de « droitiers » et d' « opportunistes » sous prétexte qu'ils sont des « intellectuels ».

***

Après la défaite de 1849, Marx s'est retiré dans son cabinet d'études pour en analyser les causes. La défaite de la Commune de Paris, en 1871, fut suivie d'études profondes, dont les résultats sont le deuxième et le troisième volumes du *Capital*. La période qui suivit la défaite de 1905 fut remplie de discussions acharnées et d'études inlassables. Ce n'est pas en répétant à la lettre des formules extraites des œuvres de Marx et d'Engels, mais en *appliquant la méthode des maîtres* à la situation russe d'après 1905, qui était fort différente des périodes post-révolutionnaires de 1849 et de 1871, que les révolutionnaires russes et polonais s'efforcèrent de comprendre et de s'orienter.

Au lendemain de la défaite de 1923, la même tâche s'impose à nous. Si nous voulons triompher de la crise qui a envahi nos sections, tirer profit des batailles perdues et préparer les luttes à venir, nous devons tout d'abord abandonner les mesures administratives et « organisatoires » (!), la méthode stérile de la répétition des phrases-clichés trouvées dans les œuvres de Lénine. Nous devons faire fructifier l'héritage de nos maîtres *par notre propre travail*.

La sinistre période de la « bolchévisation » y aura contribué, quoique d'une autre façon que les bolchévisateurs ne l'avaient prévu. Elle a formé toute une série de militants éprouvés à une époque qui aura été une des plus difficiles et des plus sombres dans l'histoire de notre Internationale. En démontrant *comment il ne faut pas bolchéviser*, elle aura le mérite d'avoir indiqué aux partis communistes le moyen de devenir des partis vraiment dignes du bolchévisme.

Primus.

A nos Abonnés

En prenant, sous l'empire de considérations politiques exprimées dans la « Déclaration » publiée d'autre part, la résolution de suspendre la publication du *Bulletin* hebdomadaire, le Comité de Rédaction n'a pas perdu de vue les intérêts de nos abonnés.

Considérant comme inévitable l'existence d'un organe d'opposition révolutionnaire, dès qu'une nouvelle démonstration sera faite de l'impossibilité, pour des communistes probes, d'exprimer et de défendre leurs idées dans la presse officielle du Parti livrée à une clique, le Comité de Rédaction prend l'engagement de faire le service de tout nouvel organe d'opposition aux abonnés du *Bulletin*.

En attendant, il va de soi que nos abonnés recevront le *Bulletin* nouvelle manière qui sera publié par le « Cercle Communiste Marx et Lénine », en principe chaque mois, en fait selon les moyens du Cercle. Il leur sera envoyé de droit autant de numéros du *Bulletin* qu'il leur en reviendra d'après le montant de leur abonnement non servi et le prix du nouveau *Bulletin* (1 fr. 25). Le *Bulletin* pourra être, selon les circonstances, remplacé par une brochure de prix équivalent.

De toutes façons, nos abonnés ne seront pas frustrés. Ils recevront une littérature d'opposition communiste et révolutionnaire correspondant par son importance à l'abonnement restant à courir.

Dans le prochain numéro du *Bulletin*, nous indiquerons la conversion des abonnements en nombre déterminé de *Bulletins* et de brochures.

A nos Lecteurs

Nous invitons instamment nos acheteurs au numéro à contracter des abonnements au *Bulletin* mensuel, au tarif ci-dessous :

France, un an.....	15 fr.
— six mois.....	8 fr.
Etranger, un an.....	20 fr.
— six mois.....	12 fr.

Le numéro sera désormais vendu 1 fr. 25. On le trouvera à la *Librairie du Travail*, 96, quai de Jemmapes, Paris (10e) et chez *Delesalle*, 16, rue Monsieur-le-Prince, Paris (6e), ainsi que chez quelques marchands qui vendent déjà la *Révolution prolétarienne*.

CHANGEMENT D'ADRESSE

Nos lecteurs et amis sont priés de prendre bonne note de notre nouvelle adresse :

96, quai de Jemmapes (10e)

A tous les Membres du Parti

Tous solidaires des Exclus

« *La question de l'Opposition Communiste ne peut se résoudre ni par des objurgations ni par des menaces ; ce n'est pas en faisant pression sur des militants pour qu'ils renoncent à leurs « erreurs » qu'on peut améliorer le cours du Parti. Le cours du Parti dépend de sa politique, il dépend du fait que cette politique est appropriée ou non à la conjoncture historique. Ce n'est pas notre volonté, ce sont, avant tout, vos erreurs, qui suscitent une opposition ; c'est donc de vous, responsables des destinées du Parti, qu'il dépend de voir son atmosphère assainie...* »

C'est en ces termes catégoriques que l'Opposition Communiste a posé la question dans sa déclaration à la séance du Comité Central du 18 août 1925, déclaration que la Direction cache au Parti.

La crise s'est intensifiée depuis. Elle a pris de telles proportions que les destructeurs de l'unité du Parti, obligés de reconnaître leurs erreurs, ont dû adopter complètement les points de vue de l'Opposition qu'ils avaient combattus avec acharnement. Aujourd'hui, devant la gravité de la situation, ils tentent, pour sauvegarder leurs postes, d'intimider le Parti en reprenant à nouveau la politique des exclusions.

Prenant prétexte de ce que certains camarades de l'Opposition, bâillonnés dans le Parti, ont été poussés à s'exprimer dans la *Révolution Prolétarienne* et dans le *Bulletin Communiste,* la Direction suscite des résolutions d'exclusion.

De toutes ses forces, qui ne cessent de grandir, et que la politique du couperet va renforcer encore, l'Opposition Communiste se dresse contre cette dernière manœuvre de fonctionnaires qui se refusent à appliquer le nouveau cours indispensable au Parti, et qui ne gardent de crédit vis-à-vis de l'Internationale, que dans l'unique mesure où ils la trompent.

De meme qu'elle n'a jamais cessé de protester contre l'exclusion de Souvarine, de Monatte, de Rosmer, de Delagarde, de Lemire, etc..., victimes d'une politique nettement condamnée par le XIVe Congrès du P. C. R., l'Opposition affirme hautement son absolue solidarité avec les exclus d'aujourd'hui et déclare que c'est l'indiscipline permanente de la Direction qui est la cause des actes d'indiscipline individuels.

Elle déclare, devant tout le Parti :

— Qu'elle n'attache aucune valeur aux mesures que, dans sa lettre au Parti allemand, l'Exécutif appelait des « exclusions administratives », qu'elle n'y voit que des actes arbitraires de fonctionnaires désemparés, et désireux de créer l'irréparable, afin de consolider leur règne sur les ruines mêmes du Parti.

— Qu'en termes formels et précis, elle a accusé et accuse la Direction de pratiquer une politique de fraction, que la Direction n'a rien pu répondre à cette accusation, et que c'est cette politique de fraction qui, en se développant, conduit encore une fois à la pratique automatique des exclusions.

— Qu'elle dénonce à l'Internationale le monstrueux rapport de ceux qui, traîtreusement, ont prétendu que les camarades de l'Opposition avaient agi en France en « briseurs de grève », allégation que Zinoviev a reproduite dans un rapport au XIVe Congrès russe.

— Qu'enfin l'Opposition ne se lassera pas de travailler au rétablissement du Centralisme démocratique, de la discipline pour tous, et de la légalité, c'est-à-dire à un redressement qui permettra enfin au Parti de remplir ses tâches communistes.

20 *janvier* 1926.

Pour l'Opposition, première liste des signataires :

ALBRESPY, ANSELME, ARBOS, AUCOUTURIER, BALDENSPERGER, J. BANSART, BARR, BARRAT, BARRUE, BASILAIRE, BATAILLE, BAYRAL, AM. BELIN, EUG. BELIN, BENOIT, BERLINGAUD, BERTHIER, BERTINETTE, BERTRAND, M. BIGOT, BOLORE, BORUAT, BOULIDARD, BROUTIN, BRUYANT, A. BUREAU, BUSSIÈRE, CARLIER, CARUEL, CASTEX, CHABERT, CHANFREAU, CHAUVIN, COGNIOT, COLLIARD, CORNILLON, COUETTE, COURANT, F. COUTEAU, DAVID, DEBUT, DELAHAYE, BL. DELAHAYE, DELARUE (Nord), DELARUE, DELSOL, DEPORTER, DESSAY, A. DIDIER, F. DIDIER, H. DIDIER, M. DIDIER, DEGUIN, DOUCET, DUC, DUMOULIN, DUNOIS, DURAND, ENGLER, FAUCHER, O. FLOURET, FRADIN, FRÉTIGNY, FULCONIS, GARNIER, GARSOT, GAUTHERON, GAUTIER, L. GAUTIER, GAYE, J. GAYE, GENTLEZA, GERMAIN, G. GOUJON, GOURGET, GRANDIN, GRASSARD, GUÉRIN, HACHE, HAIRIUS, HASFELD, HATTENBERGER, HENRY, HOSTYN, JOLY, JOSEPH, JOUVESHOMME, KAAN, LACOSTE, LAMBERT, LAMBERT, LEDUDAL, LEGENDARME, LEMASSON, LEROUX, G. LEROY, H. LEROY, LORIOT, MABO, MADER, MADRANGE MAGNIEN, MAHOUY, A. MAHOUY, MAILLAND, MANACH, J. MAQUARRE, MAGD. MARX, MAUPIOU, MAYOLET, SARAH MENANT, MEUNIER, MONTAGNE, M. MONTAGNE, E. MOREAU, LÉON MOREAU, LOUISE MOREAU, J. MOULIN, P. MOULIN, G. MULLER, MULLIER, NOEL, PADY, PAZ, PÉJU, PELLETIER, PIOVANO, POLI, PREVOT, PRUDHOMME, QUESNEL, RABAUTE, RAGUIER, REIG, RIBADE, A. RICHARD, M. RICHARD, ROESSEL, J. ROGER, ROUMEGUÈRE, ROUX, ROY, SAINT-JACQUES, SAUNIER, SENAC, SEPREY, SOUZY, SUCHET, THIONVILLE, VERPLANQUE, VIDALEINCQ, VILLON, WEBER, WEBER.

Le XIVe Congrès bolchévik

Une étape vers le mieux

La question la plus fréquemment posée, à propos de la récente péripétie de la crise du P. C. russe, par les derniers communistes français qui s'obstinent à vouloir s'instruire des choses essentielles du communisme international, est celle-ci : *Quel rôle joue Trotsky dans tout cela ?* Question qui montre à merveille combien les événements de Russie restent encore impénétrables même aux militants d'élite préoccupés de se faire une opinion sans se livrer à une sympathie ou à des haines irraisonnées.

L'opposition de 1923-1924, Trotsky compris, n'a joué aucun rôle dans la dernière crise. Pas plus que les autres groupes d'opposition qui l'avaient précédée. Une nouvelle opposition a subi le sort des anciennes; et c'est tout. Et il en sera de même des oppositions futures, tant que ne sera pas créée une situation où certain « appareil » sera contraint de renoncer aux expédients et d'aborder les grands problèmes de la construction révolutionnaire, au lieu de les ajourner.

La dernière opposition fut, certes, la moins intéressante de toutes celles qui se sont manifestées depuis plusieurs années contre la direction du Parti bolchévik, et cependant elle s'est avérée la plus forte, ou plus exactement la plus résistante. C'est qu'elle a été inspirée, dirigée et organisée par des hommes d'infériorité intellectuelle notoire mais qui excellent à certaines besognes subalternes. Former une fraction est plus facile que stabiliser le rouble ou élever les salaires. Zinoviev, qui s'est montré incapable de suggérer la moindre solution pratique aux difficultés de l'heure, a cependant su dresser contre Staline une forteresse d'opposition, la plus forte organisation prolétarienne du Parti, celle de Léninegrad.

Cette forteresse est aujourd'hui, *en apparence*, réduite. Le nouveau Comité central avait envoyé à Léninegrad une douzaine de ses membres les plus en vue pour vaincre les résistances et, une à une, les usines de la capitale révolutionnaire se sont résignées à se déjuger, à se désavouer elles-mêmes en condamnant leur délégation au Congrès. L'appareil de la nouvelle opposition a jugé prudent de rentrer dans le silence et dans l'ombre pour éviter de dures représailles.

Les chefs de l'opposition d'hier sont mis hors d'état de nuire. Zinoviev et Kamenev ne sont plus, en fait, présidents des Soviets de Léninegrad et de Moscou, et les futures élections ne feront que consacrer l'état de choses existant. Zinoviev n'est plus, en fait, Président de l'Internationale ; si des considérations de forme ont fait refuser sa démission, celle-ci n'en est pas moins virtuelle et elle répond trop à la situation pour n'être pas sanctionnée demain. Kamenev est déchu des hautes fonctions d'Etat qu'il occupait : présidence du *Conseil du Travail et de la Défense*, vice-présidence du *Conseil des Commissaires du Peuple*. Sokolnikov, pour comble d'ironie, est relégué à la vice-présidence de ce *Gosplan* dont il nie absolument l'utilité.

Et après ?

Après, toutes les questions restent à résoudre.

*
* *

Nous avons séparé à dessein les raisons réelles du conflit des questions dites « théoriques » débattues. A qui fera-t-on croire que c'est, par exemple, sur le point de savoir si l'industrie d'Etat représente un type capitaliste de production ou un type socialiste que les dirigeants du Parti se sont battus avec une telle âpreté ? Les raisons véritables du conflit, nous les avons dites, et nos lecteurs savent que Staline en personne a confirmé nos dires. Et nous en avons assez dit pour n'avoir pas besoin d'y ajouter, bien que les confirmations abondent dans le compte rendu officiel du Congrès, notamment dans les interventions de Tomsky et de Rykov.

Quant aux « questions théoriques », nous les examinerons à loisir dans le *Bulletin Communiste* nouvelle manière, mensuel, qui sera consacré surtout à des études de ce genre. Ces questions ne sont nullement liées au 14e Congrès ; elles existent indépendamment de celui-ci et existeront en tout pays engagé dans la voie de la révolution sociale. Pour les traiter utilement, nous nous efforcerons de rester des disciples de Marx, nous gardant de devenir des pilleurs de Lénine.

Il est particulièrement regrettable de constater qu'à propos du « capitalisme d'Etat » et du « socialisme d'Etat », la plupart des discuteurs n'aient même pas songé à faire usage de notions et de définitions marxistes solides et *éprouvées*, et se soient acharnés à découper du Lénine en tout petits morceaux, pour se les jeter à la tête, alors qu'en ce qui concerne les rapports de propriété, l'exploitation de l'homme par l'homme, la production de la plus-value, les processus d'appropriation et d'accumulation, il serait difficile de prétendre que Lénine ait ajouté à Marx. Il est pénible de remarquer l'incapacité où se trouvent des pontifes officiels, nous ne disons pas de résoudre, mais simplement *de traiter* le problème essentiel de l'accumulation, de contribuer à

son éclaircissement. Mais la mort de Lénine étant beaucoup plus récente que celle de Marx, il est plus facile de trouver dans les écrits du premier des formules, des phrases plus ou moins arbitrairement utilisables à l'occasion des difficultés présentes... Au lieu de s'assimiler la méthode de Marx pour l'appliquer aux problèmes contemporains, on préfère chercher des solutions toutes faites dans Lénine. Même quand celui-ci s'est borné à ébaucher une pensée sans se soucier de la pousser à fond (peut-être l'aurait-il rectifiée en l'achevant), on veut à toute force en faire une formule définitive, valable à tout propos et hors de propos...

Cette manière de faire, *cette manière de ne pas travailler*, n'enrichit pas la doctrine communiste. Elle contribue même à la faire oublier. Il serait temps de remettre en honneur la tradition du marxisme. *Le retour à Marx*, — tel est le devoir de ceux qui entendent continuer l'œuvre de Lénine.

Les prétendus disciples de Lénine qui se disent qualifiés pour parler en son nom simplement parce qu'ils répètent, comme des perroquets, des aphorismes, ne font en réalité qu'attenter à la mémoire du grand disparu. Singer le maître ne sert qu'à discréditer son enseignement. Lénine disait de Zinoviev : « *Il copie mes défauts* ». (Car Lénine n'était pas un dieu, il avait des défauts et sa grande supériorité était de les connaître et de les reconnaître.) Copier les défauts de Lénine sans avoir ses qualités, pour ne pas parler de son génie, était déjà dangereux, et, après la mort de Lénine, devenait alarmant. Mais que dire des gens dont le seul idéal a été de s'assimiler les défauts de Zinoviev ? Nous avons en France des spécimens monstrueux de cette faune ; on sait ce que le communisme leur doit : des ruines.

A supposer qu'il soit permis de citer Molière sans être aussitôt taxé de menchévisme et qualifié de contre-révolutionnaire, nous rappellerons quelques vers chargés de bon sens :

Quand sur une personne on prétend se régler,
C'est par les beaux côtés qu'il lui faut ressembler,
Et ce n'est point du tout la prendre pour modèle,
Ma sœur, que de tousser et de cracher comme elle.

Parmi les léninistes de 1924, il ne manque pas de gens capables de tousser et de cracher comme Lénine. Mais quant à penser comme lui, c'est une autre affaire...

***

La défaite de la dernière opposition, pour n'avoir pas secoué le Parti dans ses profondeurs, n'est pourtant pas un fait négligeable. Le phénomène du rétrécissement de la dictature révolutionnaire, constaté au cours des cinq dernières années, n'est pas dû à l'ambition de quelques hommes ; il est indubitablement déterminé par des causes objectives, — économico-historiques, à la faveur desquelles le « sommet » du Parti, tout en se rétrécissant, a exercé un pouvoir de moins en moins contesté. Tout ce qui se passe dans ce « sommet » est gros de répercussions. Les dernières vicissitudes du groupe dirigeant ne seront pas sans ouvrir la voie à « du nouveau », et du nouveau, dans une révolution sociale, mérite d'être prévu, supputé, étudié. Des communistes qui se respectent doivent y être attentifs.

Mais notre tâche de révolutionnaires irréductibles est ici d'une difficulté extrême. Nous avons à l'accomplir avec une prudence de tous les instants, pour ne jamais faire le jeu de l'ennemi, de la bourgeoisie qui, moins sotte que nous, sait profiter de la science de l'adversaire. Autant certains laquais peuvent à leur aise faire leur métier, qui est principalement de nous insulter, autant il nous est difficile de puiser dans notre sac, pourtant bien rempli. C'est le cas de rappeler le mot fameux : « Si j'avais la main pleine de vérités, je me garderais bien de l'ouvrir... » Nos vérités, nous sommes généralement obligés de les garder pour nous, jusqu'à ce que les dirigeants responsables du Parti russe, en se permettant une discussion publique, nous autorisent par là même à en faire circuler quelques-unes, sous forme de citations prises dans les deux camps, et avec force guillemets... De sorte qu'il nous est permis de dire impunément le Mardi des choses que nous n'aurions pu dire le Lundi, avant l'arrivée de la *Pravda*, sans nous faire traiter de « contre-révolutionnaires » par des gens préposés à cet effet. En communistes éprouvés que nous sommes, et beaucoup *mieux* disciplinés, *au fond*, que les abrutis pour qui la discipline consiste dans les « marques extérieures de respect », nous nous laissons couvrir d'insultes sans répondre aux provocations et nous départir de notre conduite. Mais il s'agit, *tout de même*, de ne pas laisser nos camarades dans l'ignorance absolue de ce qui se passe en Russie, c'est-à-dire dans la situation du commun des lecteurs de l'*Humanité*. Il s'agit d'arriver à dire ce qui peut être dit sans avantage pour l'ennemi et avec profit pour la révolution et le communisme. La meilleure façon sera peut-être d'étudier en les débarrassant du fatras des conflits personnels, ces « questions théoriques » en réalité pratiques au premier chef, que l'actualité russe pousse au premier plan.

***

L'interrogation de nos camarades, sur le rôle de Trotsky dans tout cela, ne traduit nullement une curiosité de spectateurs envers un protagoniste dont on attend un exploit, mais une préoccupation profonde et saine : ces camarades ont le sentiment que des vérités ont été dites par les deux groupes antagonistes mais que ni l'un ni l'autre n'a su apporter un ensemble de vérités cohérent, digne de constituer un programme durable ; et ils s'intéressent à l'opinion de Trotsky en espérant y trouver la synthèse des notions clairvoyantes qu'ils discernent dans la confusion des arguments, des citations, des affirmations échangés au cours de la discussion, voire une idée neuve

comme seuls des politiques exceptionnels sont capables d'en concevoir. Que l'on se tourne, dans une période de désarroi, vers les hommes dont le courage et l'intelligence ont été vérifiés par les événements, et dont les vues sont justifiées par l'expérience, rien de plus normal. Mais il paraît que l'heure n'est pas encore venue où ceux qui ont vraiment quelque chose à dire le peuvent dire, où ceux dont on attend les paroles les peuvent prononcer ; il faut se satisfaire des thèses officielles, même si elles n'apportent rien de nouveau, même si elles sont contradictoires, même si les désaveux courent déjà dans les cercles officieux. Il faut attendre que certains privilégiés annoncent un nouveau « tournant », reconnaissent de nouvelles « erreurs » tout en anathématisant les camarades trop pressés qui ont eu le tort de voir clair deux ans plus tôt, en les traitant de droitiers ou d'extrême-gauchistes, selon le jour...

Les détenteurs officiels de l'autorité léninienne ont eu beau jeu à dénoncer la démagogie et l'inconsistance des meneurs de l'opposition, leur soudaine découverte du danger koulak, leur ouvriérisme de façade, leur démocratisme de dernière heure, leur mentalité de panique devant les difficultés de l'économie, de la production industrielle, etc. Les opposants ont fait entendre, de leur côté, des critiques incontestablement fondées, des observations indubitablement justes, auxquelles les puissants du jour n'ont rien opposé de sérieux. Mais de tout cela, on ne voit pas se dégager la politique de demain. On a répété jusqu'à satiété que, Lénine mort, son autorité personnelle ne serait transmise à personne, qu'une direction collective devait s'instituer pour exercer le pouvoir. Qu'attend-on pour la créer ? Quand donc les hommes les plus qualifiés pour formuler un avis pourront-ils le faire sans être couverts d'outrages par un « appareil » auquel l'instinct de conservation tient lieu d'éthique, d'esthétique et de politique ?

La révolution russe dure malgré un réseau serré de difficultés qui entravent son développement. Elle ne vaincra qu'en utilisant toutes les ressources intellectuelles du mouvement communiste international. Elle a besoin de lutteurs et de penseurs, de théoriciens et de praticiens, de critiques et de collaborateurs : elle n'a pas besoin de larbins. Et dans la dernière phase de la crise du Parti bolchévik, nous voulons voir surtout *une étape* vers cette collaboration des hommes capables de mettre en œuvre tous les moyens matériels et toutes les forces intellectuelles dont la révolution peut disposer. La défaite de Zinoviev et de ses alliés n'est pas la solution de la crise, mais elle déblaie la voie y conduisant. Elle n'est pas tout, mais elle n'est pas rien. Il s'agit maintenant d'étudier les grands problèmes que le dernier Congrès n'a pu trancher. Contribuer à les résoudre, c'est l'ambition la plus noble et la plus légitime que puissent avoir les communistes internationaux.

Boris Souvarine.

Démenti

Notre camarade Souvarine a adressé au camarade Staline la lettre suivante :

Paris, le 25 janvier 1926.

Au Secrétaire du P.C. de l'U.R.S.S.,
Moscou.

Camarade,

Dans le rapport de Zinoviev sur le rôle des membres du P.C. russe à l'Exécutif de l'Internationale, présenté au 14e Congrès du Parti et publié par la Pravda *du 1er janvier* 1926, *on pouvait lire les lignes suivantes :*

« J'estime que le plus grand événement dans la vie du P.C.F., pour la période écoulée, est la grève contre la guerre qu'il a récemment menée, et malheureusement trop peu connue chez nous. Nous avons maintenant un rapport détaillé indiquant que pas moins d'un million d'ouvriers ont participé à cette grève...

« ...Le P.C.F. n'a pas éprouvé, dans la dernière année, de crise aiguë, il a eu des succès, mais nous devons reconnaître que dans la situation relativement favorable de la France, ces succès ne sont pas très grands... Un rôle immense, dans le sens de frein, joue là-bas le groupe des chefs de droite, ayant à leur tête Rosmer, Souvarine, le vieillard Loriot et d'autres. Quand ces gens sont intervenus récemment contre cette grève dont je viens de vous parler, ils ont joué un rôle de renégats et de briseurs de grèves, non moins que Lévy intervenant en son temps contre l'insurrection de mars, en Allemagne. »

Sans m'émouvoir outre mesure d'une nouvelle insulte ajoutée à tant d'autres, et comme tout communiste authentique a coutume d'en subir, je désire simplement constater que le Bulletin Communiste *ayant fait sa réapparition le 23 octobre* 1925, *il m'eût été impossible, à supposer un instant que cette idée saugrenue me puisse venir à l'esprit, d'y écrire un mot contre une grève qui a eu lieu deux semaines plus tôt, le* 12 *octobre.*

Quant à la Révolution Prolétarienne, *on y chercherait vainement la moindre critique de la grève avant l'essai de réalisation de celle-ci.*

Ces strictes constatations de fait, à la portée de tout homme sain et honnête, permettent d'apprécier à leur valeur les propos du camarade Zinoviev.

Quant à l'affirmation de celui-ci sur le million de grévistes, d'après un « rapport détaillé » (sic) *dont il se garde bien d'indiquer la provenance, il suffit de la confronter avec le témoignage du journal communiste russe de Paris* (Parijski Vestnik, *n° 136, du 13 octobre*), *dont l'objectivité ne saurait être mise en doute :*

« En dépit de la décision de grève générale prise par le groupe initiateur de la grève, le travail ne s'est presque nulle part interrompu, sauf d'insignifiantes exceptions.

« Le travail a été normal dans le Métropolitain. Dans des usines aussi considérables que Renault, Citroën et autres, une partie insignifiante seulement d'ouvriers n'a pas paru au travail.

« Des renseignements à peu près identiques sont donnés de la banlieue parisienne et des centres industriels de France. »

L'Exécutif est d'ailleurs en possession d'un document émanant de 280 membres du Parti, dont de nombreux militants syndicaux, lesquels déclarent : « Cette grève générale a été un fiasco lamentable, une véritable défaite pour le prolétariat et pour le Parti. » *Le* Bulletin Communiste *n'en avait pas dit tant — après la grève, bien entendu.*

Salutations communistes.

BORIS SOUVARINE.

Le problème agraire en France

III. *Suggestions pour la propagande*

(*Suite*)

1). *Connaître le paysan.* — Nous avons peut-être rendu sensible *la grande diversité de la condition paysanne,* tant par rapport à la propriété que du point de vue des ressources matérielles. Il est indispensable, pour mener une propagande bien adaptée à chaque pays, de connaître ces divers types ruraux.

Ce qui complique le problème, c'est que la *condition de chaque groupe de paysans est assez confuse à leurs yeux.* Ainsi, pour ne songer qu'à cette classe très nombreuse et si intéressante des petits propriétaires ruraux, il est visible que leur qualité de travailleurs exploités se trouve masquée à leur esprit du fait qu'ils sont maîtres de leur terre et de leur travail et quelque peu commerçants. C'est pourquoi leur mentalité prend ce caractère assez surprenant : *ils ne savent pas trop ce qu'ils veulent.* Ils sont quelque peu réactionnaires, républicains ou socialistes, selon le pays et leurs attaches ; leur sympathie va plutôt, dans telle région où dominent des gentilshommes campagnards, aux métayers et aux journaliers qui sont de leur sang ; ailleurs, ils subissent l'influence des paysans moyens : c'est alors qu'on les voit volontiers grogner contre les ouvriers et les fonctionnaires. Ils en veulent aux courtiers enrichis, aux parvenus de tout genre ; une baisse, une mauvaise récolte leur apportent une amertume passagère. Et puis les saisons passent et les cours remontent, les guerres elles-mêmes sont oubliées ; les élections ne parviennent pas à ébranler ce scepticisme traditionnel du paysan, les préjugés durent et la propagande glisse...

Quelles que puissent être leurs opinions particulières et leur paresse d'esprit, l'ouvrier, l'employé et le fonctionnaire sont tout de même mieux orientés par leur condition. Des salaires plus élevés, une journée plus courte, le droit syndical, voilà trois désirs, trois points sensibles. Si cette netteté de revendications, cette possibilité de se compter et de se grouper n'empêchent pas la classe ouvrière d'être amorphe, pourrait-on en vouloir aux paysans de leur inconscience fréquente, eux qui ont moins de liberté d'esprit que les ouvriers parce que leur travail est un perpétuel calcul, une occasion incessante de combiner et de prévoir ? Les ouvriers ont la tête fatiguée, mais libre, à la sortie de l'usine ; ils sont en contact les uns avec les autres et ne se sentent pas isolés comme le paysan, parce qu'une impression commune les relie : celle d'être exploités par un tel, de telle heure à telle heure. Et cette impression-là, le paysan ne peut que rarement l'éprouver, car il est rare qu'il sache au juste qui l'exploite.

C'est pourquoi il ne vient à nous qu'avec des réclamations fragmentaires et changeantes, des griefs non coordonnés entre eux, une certaine impuissance à remonter aux causes, en un mot une insuffisante conscience de classe. Mais, par contre, il en dira long sur son travail, les difficultés de métier qu'il rencontre, ce qu'il voudrait pour épargner sa peine et produire davantage.

Notre meilleur auxiliaire sera donc *la connaissance de l'économie rurale, du métier paysan.* Le travail, vu non seulement sous son côté pénible, mais encore sous son aspect technique, est en effet la base matérielle de la condition, la meilleure manière de comprendre cette condition et ses insuffisances. Précisément, notre presse et nos causeries ne portent pas assez intérêt à l'économie rurale, car il est plus facile de jouer avec les généralités de doctrine et les mots d'ordre à répétition. Par exemple, nous disons bien que nous voulons des écoles d'agriculture, des machines, des engrais, mais à côté de cela nous méconnaissons le rôle éducatif des services agricoles d'Etat et des syndicats bourgeois. Affectant je ne sais pourquoi un pessimisme éternel et stérile, nous avons l'air de contester tout progrès technique rural en régime capitaliste, alors que les faits nous démentent souvent (1) ; nous demandons la terre pour le paysan sans penser qu'il lui faudrait bien aussi un outillage moderne qui coûte de plus en plus cher. Bref, nous voyons trop le problème sous un jour politique, lequel, parfois, n'a rien de bien révolutionnaire, et l'économie ne nous intéresse pas assez. Comment pouvons-nous espérer, avec cette mauvaise habitude, être capables un jour d'avoir prise sur elle ?

2) *Revendications immédiates.* — Nous voudrions que cette remarque inspirât la recherche des revendications à proposer dès maintenant aux paysans des divers groupes : salariés, métayers, fermiers et petits propriétaires. Il ne s'agit, dans notre esprit, que d'une ébauche, ou plutôt d'une manière d'aborder la question.

Salariés. — Ils comprennent les domestiques, les journaliers et les tâcherons saisonniers, le groupe des domestiques pouvant s'étendre aux enfants et jeunes gens de l'Assistance publique placés chez des paysans.

Pour les petits domestiques, il importe de savoir si les lois sur la fréquentation scolaire et le travail des enfants sont toujours appliquées. Si l'on répond en invoquant la misère des parents, faire connaître la solution communiste : les enfants à la charge de la collectivité. Le problème des enfants assistés mériterait à lui seul une étude à part où l'on montrerait surtout l'insuffisance de cette domesticité agricole qui ne constitue pas un apprentissage pour l'avenir, le pupille ne pouvant pas espérer s'établir un jour comme paysan muni de terre et outillé.

Au sujet des domestiques, enfants et adultes, se posent les grosses questions de l'entretien matériel (nourriture et couchage) et de la durée du travail (nécessité de congés réguliers). Le couchage est souvent mal assuré, parce que beaucoup de logements paysans manquent d'hygiène et de confort. Quant aux salaires, c'est souvent la loi de la demande, plus importante que l'offre, qui les règle. mais il en existe encore trop de honteux.

Les tâcherons saisonniers bénéficient, dans les pays de grande culture, de conditions un peu plus avantageuses, car ils sont en nombre et peuvent se syndiquer, demander de meilleurs salaires, une nourriture et un couchage convenables, dont la grande propriété peut assurer les frais ; mais il y a, malheureusement, le chômage partiel de la morte-saison.

Souvent donc, ces salariés agricoles se trouvent dans une situation inférieure qui renforce l'exploitation dont ils sont victimes : c'est le cas des enfants, des adolescents et des étrangers. Là où est possible un syndicalisme de masses, il sera l'arme

(1) « Les engrais sont devenus hors de portée pour le petit et le *moyen* cultivateur. L'outillage agricole mécanique lui est pratiquement interdit », lisons-nous dans le *Bulletin du Conseil paysan français*, nº 1.

la meilleure, mais c'est là aussi que le patronat sera le plus fort.

MÉTAYERS. — Il faudra montrer ce que le métayage a d'*archaïque* par le mode de paiement en nature qu'il comporte et d'*abusif* par les revenus qu'il procure au maître (12 à 15 % de la valeur de la terre) et les ennuis qu'il vaut au métayer toujours contrôlé. Il faudra pousser les métayers à se libérer en partie en devenant fermiers. Le meilleur argument, c'est que le passage du métayage au fermage s'est fait presque partout depuis un siècle. Il faudra aussi rendre plus conscientes et appuyer leurs revendications particulières (dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer ici), notamment, quand elle se présente, celle de la suppression des fermiers généraux. Les métayers se sentent de vrais prolétaires ; malheureusement, il leur est difficile de mettre debout des syndicats toujours menacés de représailles.

FERMIERS. — Le taux de location des terres n'a pas toujours augmenté dans de fortes proportions, et certaines terres trouvent même difficilement preneur. Il en résulte que les fermiers sont moins exploités que les métayers. Comme, d'autre part, certains fermiers prennent à bail des fermes importantes, nous sommes en présence d'une catégorie agricole beaucoup moins homogène que celle des métayers. Elle est beaucoup plus près de la catégorie des petits propriétaires et même, quelquefois, est plus favorisée qu'eux, car c'est moins la propriété qui importe que le revenu net. Et les fermiers, munis d'un outillage et maîtres de leur production moyennant un loyer fixe, peuvent profiter de la hausse des denrées. Ils ont même parfois plus de marge que le petit propriétaire qui ne manie pas autant de récolte ni autant de bétail.

PETITS PROPRIÉTAIRES. — En somme, c'est le petit propriétaire exploitant qui est le type rural le plus curieux. C'est autour de lui que gravitent une partie des salariés agricoles, c'est de lui que se rapprochent métayers et fermiers, en dehors de leurs revendications spéciales. Il est bien représentatif du paysan français.

Nous aimerions le voir considérer sous les divers aspects que lui donne l'économie moderne, c'est-à-dire en tant que *producteur*, *commerçant* et *épargnant*.

Visant en lui le producteur, il faudrait lui faire sentir ce que ses capacités techniques ont d'extrêmement limité. La machine lui apporte sans doute une petite aide, mais n'est-il pas visible que le progrès agricole profite tout d'abord au gros paysan, puis, à un degré moindre, au paysan moyen ? On répète que le petit paysan a profité de la hausse, mais cela ne lui a pas permis de changer son train de culture, les petits progrès qu'il a pu réaliser n'ayant pu le hausser à un degré supérieur dans la production. Il a pu acheter quelque machine peu coûteuse, après avoir bien calculé, bien épargné ; il peut profiter, moyennant l'offre réciproque de ses bras, de la machine du voisin ; il peut se procurer quelques sacs d'engrais chimiques, augmenter d'une tête son petit troupeau. Son travail devient moins pénible, mais sa production n'augmente guère, l'initiative lui est à peu près interdite, ainsi que l'accroissement de sa terre. Réfléchissons pour lui à ce que la Révolution pourrait lui donner ; aidons-le à profiter des quelques ressources qui lui sont offertes aujourd'hui, mais ne comptons pas sur l'Etat bourgeois pour lui procurer engrais et machines.

Visant en lui le commerçant, montrons-lui que son sort de vendeur est lié à celui de la classe ouvrière. Si celle-ci doit subir des salaires de famine, il est bien certain que son pouvoir d'achat sera moindre et que les prix des denrées baisseront. Ce raisonnement peut atténuer la vieille opposition entre la ville et la campagne, et il est inspiré par la loi capitaliste elle-même.

Nous serons amenés, en outre, à montrer aux paysans quel monde d'intermédiaires nourrit le commerce des produits agricoles ou des marchandises nécessaires à l'agriculture. Nous montrerons les bénéfices qu'ils prélèvent entre le vendeur et l'acheteur. Nous proposerons bien comme remède la coopération, mais je crois qu'il serait dangereux d'entretenir l'illusion que ce monde d'intermédiaires peut disparaître en régime capitaliste, car les mille rouages parasitaires du commerce font partie intégrante de ce régime. Ce sera un argument de plus en faveur de la Révolution nécessaire. Nous verrons donc en la coopération beaucoup plus un instrument d'éducation sociale et un organisme pour l'avenir qu'un remède souverain contre les intermédiaires puissants et multiformes.

Visant en lui l'épargnant, nous montrerons au petit paysan tout ce que ses économies représentent de privations volontaires et à quoi les réduit à mesure la baisse de la monnaie. Nous lui ferons voir qu'ainsi le capitalisme et l'Etat l'expropriant lentement et lui imposent une contribution dissimulée. C'est le moyen de l'empêcher d'être grisé par ses billets et ses coupons qui en font aujourd'hui l'arrière-garde éparse et menue de l'armée des rentiers.

Qu'on nous excuse de ne pas insister sur la manière d'associer le petit paysan à nos *revendications générales*. Quand nous luttons contre la guerre, quand nous montrons l'asservissement de l'Etat aux capitalistes, il va de soi que nous parlons aussi pour les paysans. Mais ce qui importe, c'est de puiser nos arguments dans la vie paysanne pour que le bien-fondé de notre doctrine devienne sensible aux ruraux. Cette précaution étant prise, nous ne devrons jamais craindre de montrer que, seule, la Révolution communiste peut améliorer sensiblement le sort de la classe paysanne. Nous ne serions que des démagogues si nous laissions les paysans croire que bien des concessions peuvent être arrachées au régime capitaliste.

3) *Nos points d'appui.* — Nous avons l'avantage de pouvoir appuyer cette propagande si difficile sur des manifestations de la vie rurale.

Il sera sans doute difficile de créer à la campagne des groupements communistes nombreux, mais nous pouvons attendre beaucoup d'une presse bien faite (la *Voix paysanne* est déjà le mieux compris des journaux du Parti) que des isolés pourront propager autour d'eux.

Cette propagande pourra pénétrer les associations paysannes existantes et leur donner une inspiration sociale, l'âme de justice qui leur manque. Il ne faudrait pas croire à la légende d'un paysan confiné à jamais dans son individualisme. Il se modernise, en effet, il ne craint pas les initiatives et l'esprit de groupement. On dirait même que les anciennes coutumes d'entr'aide qui adoucissaient autrefois la vie rurale en ménageant la peine et en ébauchant une sociabilité, sont en train de renaître sous la pression des intérêts et des besoins. Il est né sur ce vieil instinct des *formes sociales nouvelles* organisées, mutuelles, coopératives et syndicats d'achat et de vente — et d'*entreprises collectives* comme les ententes communales et régionales pour l'électrification. Le paysan se groupe bien plus volontiers qu'avant la guerre. Ainsi, l'on voit se créer dans l'Est des fromageries coopératives qui font concurrence aux fromageries des particuliers ; ou bien les paysans s'organisent en syndicats de vendeurs de lait qui imposent aux industriels un prix mobile établi d'après le cours du gruyère, fromage fabriqué aussi dans cette région.

Aussi devrons-nous *compléter l'organisation syndicale propre des salariés agricoles et des métayers par un travail de pénétration dans les coopératives et les syndicats de cultivateurs.* Il est de bon augure qu'une forme syndicale, animée de l'esprit de classe convenant plus particulièrement aux petits cultivateurs, se soit créée (*Fédération des Paysans travailleurs*). Mais nous ne voudrions pas que l'on détournât trop sommairement les paysans des syndicats bourgeois en présentant ceux-ci, presque uniquement, comme des entreprises dirigées par des marchands d'engrais et de gros paysans amateurs, comme des entreprises « fascistes ». Ils sont en partie cela, mais aussi un instrument de progrès agricole, et puisque la loi capitaliste veut que le progrès technique vienne d'en haut, rayonne autour de la grande culture, disons aux petits paysans, là où ils ne peuvent s'organiser à part, de bien profiter des avantages matériels et de l'aide intellectuelle de ces syndicats, tout en les mettant en garde contre les politiciens de comices agricoles qui accaparent ce mouvement syndical, et qui devront être dénoncés.

Un jour viendra d'ailleurs où ces syndicats, ces coopératives, ces mutuelles laisseront à la Révolution leur structure et leur outillage ; ils serviront alors, animés d'un nouvel esprit, d'armature à l'organisation de la production agricole.

4) *Solutions révolutionnaires.* — Nous aurons à résoudre, en particulier, *le problème important de la terre au travailleur.* L'essentiel a été dit là-dessus. Ajoutons pourtant quelques remarques.

La question agraire n'est pas assez aiguë en France pour que les gouvernements soient poussés, comme dans l'Europe orientale, à réaliser des réformes agraires. La pression du prolétariat rural n'est pas assez forte pour que les bourgeois lui cèdent une terre qu'il faudra leur prendre de force.

Ce prolétariat se soucierait assez peu de recevoir de la terre s'il ne recevait en même temps un outillage tel qu'il pût pratiquer mieux qu'une culture archaïque. Voilà un problème auquel nous devons songer quand nous parlons de « la terre aux paysans ». Il ne suffira pas de « coups de fusil » : une bonne charrue et un attelage ne seront pas de trop. La question sera résolue pour la grande propriété soumise à la grande culture et qui sera livrée à l'exploitation collective. Mais la Révolution devra venir en aide au prolétaire devenu l'usager d'une petite exploitation, dans le cas de la grande propriété morcelée en fermes ou métairies éparses et soumises à la petite culture. Il faudra aider ce nouvel exploitant à s'équiper si l'on veut vraiment travailler au progrès agricole. C'est, en effet, ce progrès dans le travail et la production qui conduit à des formes supérieures dans la technique et le mode de gestion. C'est le machinisme et l'association qui familiarisent avec le travail en commun et qui préparent ainsi la grande culture socialisée, de même que l'artisanat a été englobé dans la concentration industrielle. Mais nous croyons que la Révolution trouvera une agriculture moins concentrée que l'industrie ; c'est même ce qui laissera subsister longtemps l'exploitation individuelle à laquelle nous songeons quand nous disons que la Révolution devra l'aider à poursuivre son évolution technique.

Ce sera le moyen de ne pas compromettre cette ascension bien lente et quelquefois bien tardive qui a sorti les petits paysans de la misère et de la routine. Leur faire entrevoir d'autres progrès qu'empêche aujourd'hui la rapacité capitaliste, c'est allumer en eux la meilleure espérance qui puisse nous en faire des amis.

Jean Roche (A. Richard).

Pauvre Parti !

C'était facile à prévoir : après les quatre séances « d'information », la Direction de furieux qui préside à la destinée de notre pauvre Parti crie victoire et se déclare satisfaite parce qu'une majorité de circonstance applaudit à ses élucubrations et à ses gymnastiques oratoires.

Si, dans les cellules, ceux qui ont assisté aux séances d'information faisaient voter, sans pression ni cuisine d'aucune sorte, sur les thèses de la Direction et celles de l'opposition, une très forte minorité aurait sûrement montré aux nouveaux venus dans le Parti que la pensée communiste n'est pas tout à fait morte. Il est vrai que la majorité des nouveaux membres (adultes) ont découvert le communisme en 1925. Quant aux jeunes, la bobignisation a passé par là !...

Après la trop facile victoire des néo-léninistes de la Direction, l'opposition n'a plus qu'à rentrer dans le rang, payer ses cotisations et supporter les divagations du Centre.

A cette Direction du Parti qui n'a pas craint de se plonger dans l'indiscipline la plus marquée depuis qu'elle détient le pouvoir, je tiens à déclarer hautement que je continuerai à collaborer au *Bulletin Communiste*, tant que le Parti n'aura pas assaini sa tête, changé de tactique et d'organisation.

Si mon exclusion est prononcée, je travaillerai hors du Parti, puisqu'il n'est plus possible de faire à l'intérieur un travail pratique. Avant mon entrée au Parti, j'étais un communiste ; je resterai un communiste après ; et je garde l'espoir que le Parti saura régénérer ses cadres et son appareil et adoptera enfin une plate-forme politique autre que celle adoptée depuis dix-huit mois.

Je sais que nos « bolchévisateurs » me répondront que l'organe officiel du Parti est ouvert à tous ses membres ; mais j'ai retenu quelques phrases de Doriot à l'assemblée d'information du 21 janvier : « Nous ouvrons une tribune libre dans l'*Humanité* et nous acceptons toutes les discussions venant des membres du Parti ; mais *nous n'insérerons les thèses de l'opposition que si nous avons assez de place pour le faire* », etc., etc.

Autrement dit, quand les critiques formulées seront sans danger pour leur politique, ils les publieront ; mais si elles portent atteinte à leur prestige, alors ce sera le silence, — faute de place.

Aussi, me refusant à subir une avanie après tant d'autres, je préfère être exclu d'un Parti où toute discussion est bannie — excepté dans une atmosphère préparée pour les besoins de la cause — que de subir une loi d'exception ordonnée par le Centre, où résident les plus malhonnêtes politiciens qu'un Parti communiste ait jamais possédés jusqu'à ce jour.

Certain que des « fanatiques » vont réclamer contre ma modeste personne les foudres qui ont déjà joué contre quelques-uns de mes camarades, avec lesquels je me solidarise entièrement, je signifie publiquement mon plus profond mépris à l'appareil de fonctionnaires qui règne arbitrairement sur notre pauvre Parti.

Mais je sais qu'au jour de l'action décisive, nous verrons lesquels sont du bon côté de la barricade.

G. COURAND,

Secrétaire de la fraction communiste du Syndicat de l'Alimentation.

Karl Marx et E. Vaillant

I

Comme Lafargue, qui avait passé par l'école de Proudhon, Vaillant repousse le légalisme et le mutuellisme de l'auteur de la *Philisophie de la misère* pour devenir un communiste et un révolutionnaire conséquent. Mais alors que Lafargue se rend (1866) à Londres et, sous l'influence personnelle de Marx, traverse rapidement les phases de l'évolution intellectuelle traversées par Marx lui-même et refond le proudhonnisme et l'humanisme réel de Feuerbach ; alors que dès 1866, comme membre du Conseil Général de l'Internationale, il se trouve au milieu du mouvement ouvrier international, — Vaillant, au contraire, passe plusieurs années en Allemagne, y étudie les sciences naturelles et la philosophie, entre en relations étroites avec Feuerbach, et ce n'est qu'après un contact direct avec le mouvement ouvrier allemand et autrichien qu'il tire les déductions ultérieures du système de Feuerbach, déductions que Marx et Engels avaient déjà faites vingt-cinq ans auparavant.

Ainsi, le 25 décembre 1869, se hâtant de faire part à Feuerbach (1) des impressions retirées de son dernier séjour au pays natal, Vaillant lui écrivait :

« *Je reviens de France, où j'ai pu me convaincre que toutes mes espérances sont près de se réaliser, que la révolution est proche et que, si elle n'a pas encore éclaté, c'est uniquement parce que son but, plus grand que jamais, exige une préparation et une coordination d'action plus grandes que jamais... La classe ouvrière est maintenant, par rapport à la bourgeoisie, dans la même situation que cette dernière en 1789 par rapport à la noblesse et au clergé. Après avoir conquis l'égalité, la couche sociale inférieure, le prolétariat contemporain, créera pour toujours la république. Vous lui avez montré l'exemple. Vous avez renversé les dieux du christianisme et du théisme ; le prolétariat vous suit et détruit la dernière incarnation du mal, — le dieu Capital. En outre, j'espère que cette révolution, aussi radicalement politique que sociale, ne se heurtera pas à l'hostilité des peuples voisins, mais qu'au contraire, elle provoquera cette émulation révolutionnaire qui jusqu'à présent a fait défaut et dont l'absence a empêché le succès du mouvement français en l'isolant. Le jour où la révolution éclatera en France, la république est assurée en Italie, en Espagne, en Belgique. Je nourris de grands espoirs sur le mouvement d'Allemagne ; il me semble que depuis que vous avez commencé votre propagande, vos pensées ont dû pénétrer dans les masses et leur apprendre qu'il est temps de s'affranchir des symboles et de se tourner vers la réalité.* »

(1) Dans le 2e tome de la correspondance de Feuerbach, il y a encore d'autres lettres de Vaillant. Les premières se rapportent à mai 1864.

En juin 1870, Vaillant assiste, à Stuttgart, au Congrès des *Eisenachiens*, qu'il salue au nom des socialistes français. La déclaration de guerre entre la France et la Prusse le surprit à Tubingen. Tout d'abord, il songea à rester dans cette ville, mais le chauvinisme des milieux universitaires l'obligea à partir pour la Suisse et, de là, à gagner Paris.

Immédiatement après la proclamation de la République, avec les membres de la section parisienne de l'Internationale, il lance au peuple allemand une proclamation dans l'esprit des traditions jacobines de 1793 et, avec Blanqui, il prend la part la plus active aux tentatives de remplacer le Gouvernement peureux de la Défense Nationale par un gouvernément révolutionnaire. Après l'insuccès de cette tentative, il devient l'un des membres les plus résolus de la Commune (2). Il réussit à échapper aux Versaillais et, en juillet 1871, nous le retrouvons à Londres, où, avec d'autres blanquistes, il devient membre du Conseil Général de l'Internationale.

Vaillant nous explique ses raisons dans un document édité après le Congrès de La Haye. Il est à remarquer que durant le Second Empire, les blanquistes désapprouvaient l'action de la section française de l'Internationale et que c'est peu avant la guerre qu'ils commencèrent à se rapprocher des internationalistes. Ce qui les attira le plus, ce fut la tactique résolue et conséquente du Conseil Général en 1870-1871.

« *Depuis le début de la guerre de 1870, le Conseil Général a attaqué la politique de rapine et de conquête pour laquelle s'était armée la Prusse et a signalé le danger de l'instauration, sur les ruines de l'Empire bonapartiste, d'un Empire non moins odieux, mais plus jeune, soutenu par une bourgeoisie moins « traînée », mieux armée contre la révolution et représentant le plus grand obstacle à celle-ci : l'Empire prussien.*

« *Alors que la révolution sociale était écrasée à Paris, alors que la Commune de Paris succombait sous les coups de la féroce bourgeoisie qui voulait, par des représailles aussi sanglantes qu'insensées, se venger sur les représentants de la cause prolétarienne de la peur qu'elle avait éprouvée à la vue du danger menaçant ses privilèges sociaux, le Conseil Général publiait sur la guerre civile son manifeste dans lequel, se déclarant au nom de l'Internationale solidaire de tous les actes de la Commune, il expliquait du point de vue le plus élevé le sens et la grandeur de la révolution du 18 mars.* »

C'est ainsi que le Français et l'ardent pa-

(2) C'est dans la courte période qui va du 4 septembre 1870 au début de mars 1871 qu'il travaille avec Blanqui. Comme on le sait, ce dernier ne put prendre part à la Commune, et lorsque Vaillant revint en France après l'amnistie de 1880, Blanqui était près de mourir : il s'éteignit le 1er janvier 1881.

triote Vaillant jugeait l'action du Conseil Général pendant la guerre franco-prussienne. Et les Laskine de tous les pays veulent nous faire accroire que le Marx de cette époque était un « pangermaniste », un chauvin allemand !

C'est au contraire en Vaillant que le « pangermaniste » Marx a trouvé son allié le plus fidèle dans sa lutte contre l'anarchisme « latino-slave », contre Guillaume et Bakounine. A la conférence de Londres (16-23 septembre 1871), ce sont les blanquistes, et en particulier Vaillant, qui soutiennent le plus ardemment la résolution dans laquelle l'ancienne Internationale formulait pour la première fois la nécessité pour la classe ouvrière, non seulement de mener la lutte politique, mais aussi de se constituer en un parti politique spécial, afin d'obtenir le triomphe de la révolution sociale.

Au congrès de La Haye (2-7 septembre 1872) où eut lieu contre les bakouninistes la bataille décisive qui se termina par l'exclusion de Guillaume et de Bakounine, ce fut Vaillant qui défendit le plus énergiquement les motions reflétant d'après les bakouninistes le plus nettement l'esprit de « bismarckisme » et de « pangermanisme » qui dominait Marx. Ce fut Vaillant qui motiva la proposition d'introduire *dans les statuts* de l'Internationale la résolution adoptée par la Conférence de Londres, qui exacerbait à l'extrême la lutte entre Marx et Bakounine. Voici cette proposition :

« *Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant en parti politique distinct, opposé en principe à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est nécessaire pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but final : la suppression des classes. L'union des forces ouvrières, déjà obtenue par la lutte économique, doit être aux mains de la classe ouvrière un levier dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiteurs. Comme les possesseurs du sol et du capital profitent toujours de leurs privileges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, la conquête du pouvoir politique devient l'obligation principale du prolétariat.* »

Cette proposition fut votée par 29 voix contre 5, avec 8 abstentions. Elle recueillit ensuite l'adhésion de quelques (6) délégués, y compris Marx, qui étaient occupés aux commissions et n'avaient pu prendre part au vote.

Et sur ces 35 voix, dont 11 allemandes, 16 émanaient des Français, parmi lesquels on trouve des « pangermanistes » comme Dereure, Lafargue, Longuet, Cournet, Ranvier et Vaillant lui-même.

II

A ce Congrès de La Haye, entre Vaillant d'une part, Marx et Engels de l'autre, éclata un conflit sur un tout autre sujet. Pour une série de considérations sur lesquelles nous ne nous arrêterons pas maintenant, Engels avait fait la proposition de transférer le Conseil Général à New-York, et cette proposition avait été adoptée, malgré les protestations énergiques de Vaillant et de ses proches camarades. La question de savoir qui avait alors raison n'a plus maintenant qu'un intérêt historique. En tout cas, le transfert du Conseil Général à New-York, dans un pays hors de l'arène où le mouvement ouvrier était le plus développé, impliquait la mort plus ou moins prochaine de l'Internationale. En effet, quatre ans plus tard, cette dernière cessa officiellement d'exister.

Vaillant et ses camarades protestèrent contre cette décision dans une brochure spéciale : *L'Internationale et la Révolution*, que nous avons déjà citée plus haut. Mais ils ne se bornèrent pas à protester : ils déclarèrent qu'ils sortaient de l'Internationale et, ainsi, ne prirent plus aucune part à la lutte dans laquelle se passa la dernière période de l'existence de l'Internationale en Europe, et dans laquelle, de 1870 à 1872, ils avaient été aux côtés de Marx. Ils s'efforcèrent alors de créer une nouvelle organisation, une organisation nationale, la *Commune Révolutionnaire*, qui devait agir en France, pays « par excellence » de la révolution armée.

Mais cette séparation politique d'avec Marx ne changea rien aux rapports personnels de Vaillant avec celui que Guillaume, pendant la dernière guerre encore, exploitant la situation politique, représentait comme l'agent de Bismarck.

C'est ce que montre mieux que tout la lettre suivante, non encore publiée, de Vaillant à Marx (10 octobre 1872) :

« *Cher citoyen ! J'ai tellement tardé à vous répondre que je ne sais comment m'excuser, quoique je ne sois coupable ni d'indifférence ni de négligence. J'ai été tellement absorbé par mes affaires personnelles que, depuis mon retour, je n'ai pu trouver un instant de liberté. En outre, j'ai dû déménager et mon installation n'est pas encore terminée, de sorte que je ne sais même pas encore quand je pourrai venir vous voir. En attendant, je vous remercie chaleureusement pour l'envoi de la première édition de votre œuvre et je regrette beaucoup de n'avoir pu le faire oralement immédiatement. Mais ce que je désire particulièrement vous dire, c'est que je ne voudrais pas que vous pensiez que les événements du Congrès de La Haye ont laissé la moindre trace dans mon esprit au point de vue personnel Quoi qu'il arrive, je n'oublierai jamais votre bienveillance ni celle de votre famille à mon égard, et je vous prie de recevoir l'assurance de l'estime et de l'attachement sincere de votre tout dévoué,* — Edouard VAILLANT.

« *Transmettez mon meilleur bonjour à votre femme et à vos filles. Cordiale poignée de mains à Longuet.* »

Plus tard encore, ces rapports continuèrent d'être excellents. Tout en restant formellement dans la *Commune Révolutionnaire*, Vaillant passait de plus en plus sous l'influence de

l'idéologie marxiste. Voilà pourquoi, critiquant l'appel lancé par les blanquistes en 1874, Engels ajoute :

« *C'est le premier manifeste dans lequel les ouvriers* français *adhèrent à la doctrine du communisme* allemand *contemporain. Et ce sont des ouvriers qui considèrent les Français comme le peuple élu de la révolution, et Paris comme la Jérusalem révolutionnaire. Le mérite en revient incontestablement à Vaillant, un des auteurs de cet appel, qui, comme on le sait, connaît à fond la langue et la littérature socialistes allemandes.* »

Vaillant continua d'évoluer vers le marxisme, mais jusqu'à la fin de ses jours, il garda la conviction que la France était le pays d'élection de la révolution. Et lorsque l'histoire implacable mit de nouveau en jeu l'existence de sa patrie, le vieux révolutionnaire prit sa défense, croyant marcher ainsi sur les traces de son maître bien-aimé, du grand « Enfermé ». Mais l'histoire ne se répète pas. Si la lutte que Blanqui avait menée sous le mot d'ordre : *La patrie en danger*, pouvait encore se bercer des illusions de la grande Révolution française ; si la conviction que, sans la couardise et la bassesse de la bourgeoisie française, la France aurait pu, comme en 1792, chasser les cohortes étrangères, avait donné au prolétariat français la possibilité de suppléer à l'insuffisance d'organisation par la passion révolutionnaire, la haine de classe envers les Thiers et les Trochu, — la nouvelle lutte sous le même mot d'ordre était menée dans une situation historique tout autre, absorbant toutes les forces et usant toutes les énergies accumulées par le prolétariat français depuis la Commune.

Et ce même Vaillant qui, au congrès d'Amsterdam, dans sa polémique avec Jaurès, avait déclaré qu'il ne renoncerait jamais à la lutte de classe pour s'allier avec la bourgeoisie, — Vaillant, avec l'énergie du désespoir, a appelé à l'aide ses camarades de l'Internationale avec lesquels il voulait refondre le monde et, ne trouvant en eux aucun écho, a éclaté en malédictions à l'adresse de ceux qui ne s'élançaient pas au secours du pays qui a donné au monde la Commune.

Comme il faut avoir peu de sens critique — écrivait Engels au sujet du programme blanquiste — *pour canoniser la Commune, pour la déclarer infaillible, pour affirmer que chaque maison brûlée, chaque otage fusillé, avaient entièrement mérité leur sort !*

De même, Vaillant voulait, en 1915, que ses camarades de l'Internationale canonisassent sa patrie, oubliant que le temps des peuples élus est passé à jamais, que le postulat de l'union sacrée entre les prolétaires de tous les pays est « la guerre sainte » à l'intérieur de chaque pays..., que le mot d'ordre national : « Paix à nos palais et guerre aux autres » n'est que la caricature du cri de ralliement de la grande Révolution française : « Guerre à *tous* palais et paix à *toutes* les chaumières ».

D. Riazanov.

Notre véritable pensée

J'ai pris connaissance trop tardivement de l'intervention de Doriot, au cours de la dernière « Assemblée d'information » (!) de la Région parisienne, pour pouvoir lui consacrer la réponse qu'elle mérite. Au reste, mon... « ex-camarade » a mis *cinq mois* (!) à s'émouvoir d'un article paru dans les *Cahiers* du 1er août 1925. Son émotion à retardement ne nous trouble pas.

Mais il faut immédiatement relever dans son intervention une nouvelle déformation de nos idées. Critiquant les acrobaties verbales de Zinoviev, j'ai écrit dans ce fameux article que « *le Front unique par en bas seulement n'est pas plus le Front unique que le Front unique par en haut seulement. Le Front unique, c'est la tactique de la Lettre ouverte, c'est, simultanément, les propositions aux chefs et l'appel aux masses.* » C'était là évidemment, condamner le grignotage de quelques sections socialistes, la conquête de rares humanités socialistes — si intéressantes qu'elles soient — toutes ces menaces grotesques de « plumée » d'une volaille indocile par une main incertaine.

Doriot en tire cette conclusion que nous sommes contre l'accord avec les troupes socialistes, lorsque les chefs nous tournent le dos.

Il reprend triomphalement une de mes phrases : « *Il est impossible de séparer les masses des chefs par la seule vertu de notre propagande quotidienne* », pour établir notre volonté de nous entendre coûte que coûte avec les chefs socialistes.

Le dernier membre de ma phrase est suffisamment explicite. Ce n'est pas *la propagande quotidienne du communisme* qui attirera à nous — contre leurs anciens chefs — les masses ouvrières. Les masses sont liées aux chefs social-démocrates. Le Front unique est la tactique éprouvée qui permet aux ouvriers de choisir *dans l'action* leurs meilleurs guides — et dont la conséquence fatale sera l'abandon dans les ornières du chemin de ceux qui trahissent ou trahiront par malfaisance, inconscience ou lâcheté.

Ce qu'il faut obtenir, c'est l'adhésion de l'immense majorité du prolétariat à un programme d'action immédiate. Impossible actuellement d'obtenir cette adhésion quasi-unanime sans s'adresser *publiquement* aux chefs socialistes et réformistes. Un jour, les révolutionnaires seront assez forts pour leur dire : « *Si vous n'acceptez pas aujourd'hui nos propositions, demain nous ne vous les présenterons plus, car vous aurez cessé d'être des chefs* ». Nous n'en sommes pas encore là ! Si, en attendant d'atteindre ce but, au cours de notre action pour le Front unique, nous avons l'occasion de conclure avec certains groupes socialistes des accords partiels et locaux — nous ne pouvons commettre la criminelle sottise de la laisser passer. Mais se contenter de tels résultats, c'est en perdre le bénéfice.

ROGER HAIRIUS.

P.-S. — Je serais « *au-dessous de la C. A. P. du Parti socialiste* », parce que je refuserais aux sections socialistes le droit de s'entendre avec les communistes, sans la permission de leurs chefs. Je viens ici d'expliquer — en avait-il besoin ? — le passage visé par Doriot. Mais, dans le même article, j'ai dit :

« *Des Comités d'action comprenant des représentants du Parti socialiste se sont constitués en province.* C'EST UN EXEMPLE A SUIVRE. *Elargir les Comités d'action, travailler à la constitution de Comités mixtes intersyndicaux se proposant une action précise,* VOILA DEUX APPLICATIONS IMMÉDIATES DE LA TACTIQUE DU FRONT UNIQUE. »

CERCLE COMMUNISTE
Marx et Lénine

Un groupe de camarades, membres du Parti ou exclus, se propose de fonder un Cercle communiste dont on trouvera la définition dans le projet de statuts ci-dessous, qui sera soumis à l'assemblée constitutive du Cercle. Les camarades désirant prendre part à cette assemblée sont priés de s'adresser au Bulletin Communiste. *La réunion aura lieu le mercredi 17 février, à 20 h. 30, au lieu qu'indiqueront les convocations.*

1. Le Parti Communiste ayant renoncé à tout effort d'étude et d'approfondissement de la doctrine dont il se réclame encore par habitude, et ayant entrepris d'éliminer successivement ceux de ses membres qui prennent le communisme au sérieux, il est urgent de créer un foyer d'étude accueillant les révolutionnaires soucieux de s'élever au niveau des problèmes sociaux présents et à venir.

2. Le Cercle Communiste Marx et Lénine rassemble les communistes qui, exclus du Parti ou membres de celui-ci, cherchent à fortifier leur culture et leur préparation révolutionnaires dans l'esprit du marxisme

3. Le Cercle se propose de travailler à cet effet par des conférences et des publications suivant ses ressources intellectuelles et matérielles et selon les circonstances.

4. Le Cercle se réclame des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste sans accorder à toutes leurs résolutions de caractère dogmatique. Il voit, dans l'abandon ou la méconnaissance des principes qui ont inspiré ces assemblées, une des causes du déclin spirituel du communisme international. Il travaillera à la renaissance communiste en s'efforçant de remettre en lumière les conceptions éprouvées du socialisme scientifique et de dégager les enseignements de la période révolutionnaire ouverte par la guerre de 1914.

5. Le Cercle voit dans le Parti et l'Internationale Communistes, les organisations par excellence du prolétariat révolutionnaire. Considérant que les notions de parti et d'Internationale ne sauraient être, pour des marxistes, de vénérables abstractions et que l'étiquette communiste ne peut rendre intangible un contenu contre-révolutionnaire ; considérant que rien ni personne ne saurait se soustraire à la critique scientifique sans se retrancher par là-même du mouvement historique de la classe ouvrière, — le Cercle n'identifie pas le juste principe du Parti aux individus qui prétendent l'incarner, pas plus qu'il ne confond le communisme avec ses altérations. Il entend, au contraire, différencier ceci de cela.

6. Le Cercle se déclare absolument solidaire de la Révolution bolchévique considérée comme un bloc. Cette solidarité consciente n'a rien de commun avec l'apologie servile ni l'optimisme de commande qui maintiendraient les Partis communistes dans l'ignorance des réalités de la Révolution russe et des leçons qui en découlent. Un des principaux devoirs des communistes contemporains est l'étude critique de l'expérience soviétique, d'une richesse encore insoupçonnée : le Cercle s'y adonnera, dans l'esprit des hommes de pensée et d'action, dont il inscrit les noms dans le sien.

7. Le Cercle perdra sa raison d'être le jour où il existera en France un Parti Communiste répondant aux définitions que l'Internationale Communiste en a données. Il se dissoudra par décision prise à la majorité.

8. Pour être membre du Cercle, il faut reconnaître son statut et être admis à la majorité des deux tiers des membres.

9. Les membres du Cercle paient une cotisation, réduite de moitié pour les membres du Parti et portée à son double pour ceux qui n'appartiennent pas à un syndicat. Le montant de la cotisation et son mode de perception sont fixés par décision du Cercle.

10. Le Cercle élit à la majorité un secrétaire un secrétaire adjoint, un trésorier.

11. Le Cercle est fondé à Paris, mais prendra ou favorisera des initiatives pour la création en province de cercles analogues et de statut identique. Il reçoit les adhésions des communistes de province trop peu nombreux pour former un cercle dans leur localité.

12. Le Cercle publie le *Bulletin Communiste*, en principe mensuel, mais de format et de périodicité variables selon ses moyens.

LE COMITÉ D'INITIATIVE.

CONVOCATION

Mercredi 17 février, à 20 h. 30, première réunion du *Cercle communiste Marx et Lénine*. Le lieu sera indiqué sur les convocations.

ORDRE DU JOUR :

1. Statuts : discussion et adoption ;
2. Constitution et organisation du Cercle ;
3. Causerie, par Boris Souvarine : *Le 14e Congrès bolchévik ;* notre confiance dans les destins de la Révolution russe et notre espoir dans le parti bolchévik ; courants profonds et remous de surface ; ne pas confondre la Nep *comme tactique* avec une Nep *comme évolution ;* ce que recèlent les profondeurs du Parti ; ce qu'on peut attendre du prolétariat russe ; ce que promet la jeunesse ; richesse incalculable de l'expérience soviétiste.

(*Il sera perçu 1 franc par personne à l'entrée, pour la location de la salle.*)

Le Mouvement ouvrier international

ESPAGNE.

Les Progrès du Parti

Un des dirigeants du Parti Communiste espagnol, de passage en France, a écrit pour le Bulletin *l'article ci-dessous, qui n'engage naturellement que la responsabilité de la Direction actuelle de son Parti, étant donné l'impossibilité où nous sommes de compléter les renseignements fournis (un peu sommaires) et de nous prononcer nous-mêmes. Nous devons constater une fois de plus, à cette occasion, que les communistes internationaux sont tenus systématiquement dans l'ignorance de ce qui se passe dans les autres sections de l'Internationale. L'I.C. est de moins en moins un parti mondial, et de plus en plus une vague Fédération de groupes qui s'ignorent.*

Le Parti communiste espagnol supporte depuis longtemps une douloureuse épreuve. Poursuivi avec férocité par la dictature militaire, l'immense majorité de ses militants d'avant-garde a été emprisonnée et écartée de toute action.

Cependant, le Parti a fait d'immenses progrès. Obligé de mener une existence illégale, il a su s'adapter à une situation difficile.

L'expérience des camarades espagnols est d'une grande importance, au point de vue des résultats pratiques obtenus dans un milieu extrêmement influencé par l'anarcho-syndicalisme.

Avant la Révolution russe, le prolétariat espagnol était divisé en deux camps : l'un dirigé par les anarchistes, et l'autre par les réformistes, les premiers ayant un visible avantage.

Le P. C. E. a été formé par l'aile gauche de la social-démocratie. Mais en dehors de son influence, il restait un bloc énorme d'ouvriers. Précisément, la partie la plus nombreuse et la plus active se réclamait de l'anarcho-syndicalisme.

L'avenir du P. C. E. était donc lié au degré d'attraction qu'il exerçait sur la classe ouvrière se mouvant dans l'orbite du syndicalisme.

Dans le Parti, deux tendances se manifestèrent : l'une, qui se trouvait représentée par le Comité central, infestée de survivances réformistes, était partisan de donner le pas à l'action parmi les réformistes pour accroître sur ceux-ci l'influence communiste, et l'autre, celle de l'opposition, soutenait que, dans cette période de réaffermissement réformiste, le Parti communiste devait d'abord concentrer son effort à conquérir les masses gravitant autour de l'anarcho-syndicalisme.

La politique du premier courant ne pouvait être plus erronée. Il y survivait l'équivoque fondamentale du vieux Parti socialiste, c'est-à-dire l'abandon des plus importants milieux ouvriers à la libre influence des anarchistes. Cette conception politique n'avait rien de communiste. Les résultats n'en purent être que désastreux. Le Parti se réduisit peu à peu à une vie purement nominale, ne sauvant de la déchéance que les deux régions constituant l'opposition : Catalogne et Biscaye.

La déroute définitive de la direction se produisit quand le Parti se trouva en face de la guerre du Maroc, à l'origine de l'échec des troupes espagnoles, en automne 1924. Le Comité central du Parti fut incapable de comprendre la portée du problème posé, et d'agir ainsi qu'il convenait a un véritable Parti communiste.

L'opposition soutenait que le Parti devait affronter la dictature et se révolter contre la guerre du Maroc, action impérialiste absolument impopulaire. L'opposition, en désaccord avec la tactique générale du Parti, croyait qu'un effort s'imposait sous le mot d'ordre : « A la conquête de Barcelone ! », cette ville étant à l'Espagne ce qu'est Milan pour l'Italie, c'est-à-dire le grand centre industriel du pays.

En novembre 1924, dans une Conférence nationale du Parti, la direction passa aux mains de l'opposition.

Dès ce moment, le Parti commença à donner signe de vie. La conséquence immédiate fut une répression gouvernementale toujours plus extrême. Cependant, malgré d'immenses difficultés, le P. C. a gagné une grande bataille, réalisant des progrès considérables. La confiance que les masses avaient perdue dans le P. C., par suite de l'opportunisme et du manque d'activité de l'ancienne direction, a été regagnée et encore accrue considérablement en une année d'action communiste.

Le P. C. a été le seul qui se soit ostensiblement dressé en face de la dictature militaire et de la guerre du Maroc, faisant une propagande illégale riche de résultats pratiques.

En ce qui concerne la question du Riff, le P. C. E. a aussi différé de la politique suivie par la direction du Parti communiste français. Laquelle d deux tactiques était la bonne, et laquelle était erronée, les résultats peuvent le dire. Il y a eu parmi les troupes espagnoles des mouvements d'insurrection qui, bien que réprimés, n'ont pas peu contribué cependant à calmer les ardeurs belliqueuses des militaires. La propagande du P. C. E. a trouvé un écho de profonde sympathie dans toute la population. Le P. C. E. a réussi à former le front unique pour lutter contre la dictature, fait d'une importance capitale, étant donnée la relation des forces en présence. Le P. C. E. a accru son influence dans des proportions véritablement surprenantes, si l'on tient compte du régime de persécution féroce dont il est l'objet. *La Antorcha*, l'unique périodique légal qui ait pu subsister, a vu croître son tirage de 160 % depuis la fin de 1924.

Le Parti communiste espagnol a reçu le baptême d'une lutte acharnée. Son organisation et sa formation héroïques laissent espérer les meilleures possibilités. Précisément parce que son avenir est indubitable, la bourgeoisie se rendant compte du grand revirement qui s'est produit sur le terrain communiste, surtout dans les masses ouvrières auparavant dirigées par l'anarcho-syndicalisme, accentue la répression là où le Parti fait les plus grands progrès : en Catalogne et en Biscaye. Dans la prison de Barcelone, il y a un grand nombre de camarades dont quelques-uns ont déjà subi *vingt mois* de détention sans qu'on leur en ait donné le motif.

La bourgeoisie espagnole ne dédaigne pas d'user de ruse. Pendant que les communistes sont poursuivis au soleil et à l'ombre, les anarchistes arrêtés, au contraire, ont été mis en liberté à condition de lutter contre le communisme. De même, les réformistes jouissent d'une grande liberté d'action. Le leader anarchiste Pestagna, à peine sorti de prison, a entrepris une campagne contre les communistes, dans la presse bourgeoise elle-même. Cette complicité des anarchistes, des réformistes et des dictateurs militaires ne passe pas inaperçue dans la masse. C'est un nouveau signe qui nous fait prévoir de nouveaux succès.

L'avenir du Parti communiste espagnol, qui est

immense, dépend de l'attraction qu'il saura exercer sur les prolétaires, auparavant influencés par l'anarcho-syndicalisme. Il dépend aussi de la confiance qu'il saura inspirer à la grande masse qui se rapproche de lui à chaque action énergique qu'il entreprend.

Si la direction redevenait ce qu'elle a été depuis la fondation du Parti jusqu'en 1924, le Parti serait irrémédiablement condamné à l'impotence. L'anarchisme et le réformisme rétabliraient leur hégémonie sur la direction du mouvement ouvrier espagnol, et d'autant plus qu'une intelligence entre eux est aujourd'hui beaucoup plus réalisable qu'hier.

La grande force du Parti doit venir de l'influence des ouvriers qui n'ont jamais milité dans le Parti socialiste. Les communistes d'origine syndicaliste et la nouvelle génération communiste sont ceux qui peuvent le mieux lui assurer une grande extension de son influence.

PEDRO.

Une Résolution du P. C. Espagnol

« Le Comité Exécutif du P. C. espagnol pense que la mission de toute section nationale est de se préoccuper de tout ce qui intéresse la vie du Parti International qu'est l'Internationale Communiste, et croit pouvoir exprimer son opinion au sujet du parti politique du prolétariat français, d'autant plus qu'il existe un grand nombre de motifs politiques et économiques qui obligent notre Parti à exprimer sa conception, étant données les relations entre la France et l'Espagne.

« Il ne s'agit pas pour le C. E. du P. C. espagnol de traiter de l'ensemble du programme tactique exposé et réalisé par le Bureau Politique du P.C. français jusqu'à ce jour. Sur des aspects déterminés de la politique pratiquée par la Section française, sur des points intéressant directement les deux pays, notre Parti a déjà expliqué devant l'Exécutif de l'Internationale le désaccord d'ordre politique et tactique ; sur d'autres aspects, le Comité Exécutif exprimera son opinion en temps et lieu voulus.

« En ce moment, étant donnée la gravité des faits et la situation des prolétariats espagnol et français, nous apportons les critiques suivantes sur les faits que nous avons observés :

« Une dépression d'esprit existe dans certaines couches de militants du Parti français et parmi les ouvriers de l'avant-garde révolutionnaire française. Pour la réalisation d'un système politique de « décapitation » de militants, et pour des polémiques de *haute politique*, on a oublié jusqu'à un certain point l'action pratique, coordonnée et efficace des deux prolétariats français et espagnol.

« Le Parti communiste français a devant lui des problèmes d'une extrême gravité, tels que les guerres en Syrie et au Maroc, la lutte pour l'augmentation des salaires, pour le respect effectif des huit heures en France (on ne peut prétendre que la plupart des ouvriers jouissent de cette journée de travail), la lutte contre la politique financière du gouvernement, l'action contre la crise économique qui commence, contre la vie chère, et, finalement, la lutte pour les revendications immédiates, économiques, syndicales et politiques du prolétariat français. Ces problèmes exigent que la section française soit avant tout un Parti d'action, qui n'épuise pas ses forces dans une lutte intestine contre la droite, lutte qui, même en ayant une importance théorique, n'est pas un obstacle dans d'autres pays pour réaliser les campagnes d'agitation qu'exige la défense énergique des intérêts du prolétariat.

« Le Comité Exécutif du P. C. d'Espagne désire voir le Parti français grouper ses militants d'une façon fraternelle et forte, en menant l'action nécessaire d'ensemble, sans réserve, avec le Parti espagnol, pour la lutte immédiate, pour la réalisation d'un programme d'action conscient contre l'impérialisme, la dictature et la guerre, et pour la liberté des peuples opprimés. »

FRANCE.

Exclusion d'Hattenberger, Leroy et Mahouy

Bien qu'ayant annoncé la disparition du Comité de Rédaction du *Bulletin*, et par conséquent la fin de leur collaboration à notre organe, nos camarades Hattenberger, Leroy et Mahouy ont été exclus du Parti par leur rayon, *en dépit des engagements de la Direction*.

Depuis près de deux ans, il est généralement reconnu qu'être exclu du Parti pour des raisons politiques n'est pas une humiliation, *au contraire*. Dans la sélection à rebours en voie d'accomplissement, il est très honorable d'être jugé indigne de la « bolchévisation ».

Les nouveaux exclus peuvent donc être fiers d'avoir fait simplement leur devoir et de rejoindre le groupe des exclus coupables d'avoir servi le communisme contre ceux qui s'en servent.

La Direction du Parti, en trahissant une fois de plus ses propres engagements, ne fait qu'ajouter une turpitude à tant d'autres. Au point où elle en est, il ne s'agit plus que d'un incident banal.

« Tous les moyens sont bons », professe-t-elle.

Oui, mais... bons à quoi ?

A détruire le Parti.

La lettre des 280

Publiquement flétrie par la lettre des 280, la Direction du Parti a jugé nécessaire de recourir, une fois de plus, à « tous les moyens » pour se tirer du mauvais pas.

Elle n'a réussi qu'à se déshonorer davantage.

Après avoir péniblement obtenu de quatre ou cinq signataires (maigre bilan !) qu'ils se vouent eux-mêmes au mépris général en rétractant leur signature, elle a cru frapper un grand coup en affirmant que notre camarade Souvarine — lequel a bon dos — est le véritable auteur de la maudite lettre.

Pour produire une affirmation aussi impudente, il faut être illettré, incapable de reconnaître un style, ou menteur, décidé à tromper. Les dirigeants du Parti sont à la fois ceci et cela.

Le camarade Souvarine n'est pas l'auteur de la lettre. Celle-ci confirme en tous points la politique du *Bulletin Communiste* : cela prouve simplement que celui-ci a fait du bon travail. Mais la Direction peut d'autant moins ignorer la paternité du document que plusieurs des auteurs se sont fait connaître.

Nous enregistrons donc une nouvelle *canaillerie*, s'ajoutant à celles qui souillent notre Parti et l'*Humanité*. Un jour viendra où tous les comptes devront être réglés.

Et si quelqu'un sort diminué de ce nouvel incident, ce n'est sûrement pas Souvarine, qui sait où se trouve le manuscrit de la lettre et de quelle main il est.

Quant à ceux qui *ACCEPTENT TOUTES CES HONTES* sans broncher, plaignons-les !

La bolchévisation limousine

Avant la nouvelle organisation, les Fédérations de la Charente, de la Charente-Inférieure, de la Corrèze, de la Creuse, de la Dordogne, de la Haute-Vienne et du Lot constituaient l'*Interfédération du Centre-Ouest*, dont le bon fonctionnement et la température révolutionnaire étaient généralement appréciés et dont bien des initiatives étaient reprises par d'autres organisations.

Elle était dirigée par un militant, Bouthonnier, dont la probité et le dévouement, joints à une grande volonté de travail, avaient la meilleure influence sur les ouvriers et les paysans et forçaient même le respect de l'adversaire.

Le journal interfédéral, *le Prolétaire du Centre*, était redigé presque exclusivement par les militants régionaux. On sollicitait d'une façon pressante la collaboration de ceux-ci. La première page, au lieu d'être la répétition servile des matériaux envoyés par le Centre, émanait donc de la base du Parti. *Le Prolétaire*, avec sa physionomie internationaliste, conservait son parfum de terroir.

En novembre 1923, Bouthonnier fut envoyé à Nîmes pour diriger l'*Humanité du Midi* (rappelons que seuls, Souvarine, Rosmer et Monatte se sont élevés contre la création de ce journal qui a englouti plus d'un million de francs et n'a fait qu'amoindrir le prestige du Parti). Il fut remplacé par Crémet, qui ne resta que quelques semaines. C'est alors que le Bureau Politique envoya un de ses membres, Werth.

Celui-ci, individu louche, noceur et escroc, avait déjà été dénoncé comme tel au Bureau Politique par le Comité Central de l'A.R.A.C. (1), où il avait « travaillé ». Werth volait et trompait les militants. Selon ses caprices, il entreprenait des voyages dispendieux que le Parti payait sans sourciller. Certains indices donnent à penser que le bolchévisateur Werth faisait encore quelque chose de pis.

Il faut insister sur ce fait, malgré notre écœurement. « On ne fait pas la Révolution avec les mains sales », a dit Lénine. Ne pensait-il pas à Werth et aux membres du Bureau Politique qui, en le couvrant, s'en rendaient solidaires ?

Après les élections législatives, le scandale s'ébruita. Les victimes de Werth, lasses d'écrire sans recevoir de réponse, se rendirent au Secrétariat du Parti : on leur rit au nez. Quelques mois auparavant, un autre bolchévisateur, un anarchiste qui insultait le Parti, ne se gênait pas pour tenir des propos absolvant les actes de son collègue en bolchévisation et en malhonnêteté.

L'escroc, toujours membre du Comité Directeur, s'en fut prendre du repos. La bolchévisation fut continuée par Doucet. *Le Prolétaire* changea de nom, on ne sait pourquoi (2) : il devint le *Travailleur du Centre*.

L'*Interfédération* fut transformée en Région *Limousine*. Au début, on voulut l'amputer de la moitié de la Dordogne, parce que Delagrange s'était déclaré en faveur de Trotsky et de la Charente-Inférieure classée « à droite », parce qu'elle s'entêtait à demander l'exécution du voleur Wehrt, toujours membre du Comité Directeur. Cette exclusion n'eut lieu que quelques mois plus tard, devant l'attitude menaçante de cette Fédération.

Doucet partit pour les Alpes-Maritimes, où il dut faire du bon travail ! Un élève de Bobigny, Mouret, fut bombardé bolchévisateur régional ; il sévit encore.

La région étant essentiellement rurale, avec çà et là quelques forts îlots ouvriers, la transformation en cellule consista, pour les neuf dixièmes des sections, en un simple changement de nom.

Dans les villes, il fut difficile de constituer des cellules d'entreprises. On forma plutôt des cellules de corporation, afin d'obtenir les trois ou quatre membres nécessaires à leur formation : cellules de cheminots, cellules de bâtiments, etc. Mais il aurait fallu trouver, pour chaque cellule, un animateur. On ne le trouva pas. Les cellules, à peine nées, s'étiolèrent et s'éteignirent sans bruit. On cessa de se réunir et de discuter.

Cependant, bien que cela paraisse contradictoire, il y a quelques adhérents nouveaux, ce qui s'explique par la vitesse acquise au cours des années précédentes et surtout par l'autorité personnelle des militants locaux.

La médiocrité du secrétaire régional a porté ses fruits. Trois mois d'école léniniste ne sont pas suffisants pour faire, sur commande, un militant capable de diriger le mouvement de sept ou huit départements.

On n'en finirait pas s'il fallait énumérer toutes les incohérences et les absurdités qui découragent les membres du Parti et les dispersent. Notre mouvement périclite dans la région, alors que l'influence socialiste progresse. La bolchévisation, avec ses hommes tarés, le manque d'autorité de son personnel, l'incompréhension des situations et des hommes, le mépris bureaucratique pour les ouvriers ont fait de la région limousine une caricature d'organisation communiste.

JACQUES ROGER.

N. D. L. R. — Cet article avait été écrit avant que l'auteur ne s'engage à cesser sa collaboration au *Bulletin*. L'abondance des matières ne nous avait pas permis de le publier plus tôt.

(1) Déclaration de Pozot au signataire.

(2) Ou plutôt si, on le sait : parce que les élections approchaient et que *Le Prolétaire* est un nom qui pouvait effaroucher certains électeurs. Un député régional préconisa longtemps comme titre : *Le Pauvre Diable !*

La situation dans la région atlantique

« Nous organiser en cellules, me disait encore hier un camarade — lui-même plusieurs fois victime expiatoire des mots d'ordre du Parti — c'était littéralement nous jeter dans la gueule du loup. »

En effet, tous ceux qui pourraient être des animateurs sont impitoyablement traqués par le patronat ; toute vie effective du Parti dans les entreprises est rendue impossible. Nos grands hommes « bolchévisateurs » ne paraissent pas savoir que toute organisation ne vit qu'autant qu'elle a au moins un guide capable et dévoué.

Or, le Parti était-il donc si riche en militants, qu'il pouvait se permettre ainsi de multiplier les organisations de base, et en même temps d'accroître les dangers pour les membres actifs ?

Certes non.

Evidemment, la forme a son importance ; mais en changerait-on cent fois que le résultat serait nul si le contenu ne renfermait pas l'élément qui lui donne la vie, en l'occurrence l'animateur.

Enfin, les conditions sociales et économiques, l'évolution politique ne se prêtent pas, en France, à cette forme d'organisation. Bien coupables sont ceux qui ont engagé le Parti tête baissée dans cette voie ! Si encore les « sommets » avaient au moins secondé les efforts de ceux qui se dépensaient pour arriver à quelque chose ! Mais c'est bien le contraire qui s'est produit ; depuis la fameuse « bolchévisation », on peut dire que les malheureux adhérents se sont littéralement trouvés coincés entre les forces répressives de la réaction et les mauvais tours du Centre !

Un journal régional existait : brusquement, le Centre lui coupe les vivres, sans avertir ni les abonnés, ni les lecteurs. On juge de l'effet produit. Depuis, il reparaît et marche tant bien que mal, jusqu'à la prochaine éclipse.

La région reçoit l'ordre d'organiser des réunions avec tels orateurs désignés par le Centre. Les affiches, portant le ou les noms donnés, sont posées ; mais le public réuni dans la salle entend d'autres orateurs, à moins toutefois qu'il n'en entende aucun. Ce fut le cas pour des réunions du Secours Rouge et pour un meeting de protestation organisé à propos du procès aux colleurs d'affiches contre la guerre du Maroc. Le jour de la réunion, le public attendit en vain les orateurs, qui ne vinrent jamais.

Cette farce s'est répétée plusieurs fois depuis un an, par la grâce du bureau d' « Agit-Prop ». Mais les camarades de Nantes en ont assez ; ils ont protesté et affirmé qu'à l'avenir ils ne bougeraient plus avant que l'orateur annoncé soit déjà parmi eux.

Nous avait-on pourtant assez ressassé que l'on ferait un Parti fort, un vrai Parti bolchévik !

Dans la région nantaise, une seule cellule existait en fait. Son principal animateur ayant été congédié de l'entreprise, il est à supposer qu'elle n'existe plus que comme les autres : sur le papier.

Tous les camarades condamneraient l'organisation sur la base des cellules s'ils osaient émettre leur opinion véritable.

Mais le Centre, à l'aide de deux ou trois militants — qui, à son instar, ne voient la discipline que sous la forme militaire au lieu de la solidarité réciproque et de la confiance mutuelle — fait peser sur eux une véritable terreur.

Résultat : la région n'existe plus que sous la forme d'un comité régional qui se réunit, dit-on, tous les samedis. Je dis : dit-on, car dans les cellules, nul écho de son travail ne nous parvient.

Certaines des fédérations comprises dans la région ne comptent pas seulement deux douzaines de membres. Et l'influence du Parti sur les syndicats est nulle.

En résumé, le recul est certain, et il faudra du temps, un travail intelligent et des circonstances favorables pour réparer le mal fait ici par nos « bolchévisateurs ».

UN ANCIEN.

DEUX DOCUMENTS

Voici, à titre documentaire, la lettre adressée à l'Exécutif par notre camarade Souvarine, à la demande de nombreux militants auxquels des fonctionnaires peu scrupuleux affirmaient que « Souvarine lui-même ne demande pas sa réintégration ».

Paris, 10 décembre 1925.

Au Comité Exécutif de l'I. C.

Camarades,

J'ai été exclu du Parti, par décision de l'Exécutif, le 12 juillet 1924, et j'en ai été informé par la *Pravda* du 13 juillet. L'Exécutif ne m'a jamais communiqué la résolution prise et la presse communiste ne l'a jamais publiée. De sorte que j'en ai ignoré la teneur exacte jusqu'au jour où le recueil des résolutions « du 5e Congrès » a été imprimé.

Sur la base de l'information de la *Pravda*, j'ai adressé, le 23 juillet, à l'Exécutif une lettre dans laquelle je lui demandais de définir l'attitude qu'il considérait comme susceptible d'assurer mon retour dans les rangs du Parti. L'Exécutif me donna une réponse verbale par l'entremise du camarade Manouilsky, qui m'assura avoir qualité pour parler au nom de l'Exécutif comme en celui du Bureau politique du Parti communiste russe, au nom desquels il prit certains engagements, en même temps que je prenais les miens.

Six mois plus tard, alors que je demandai le respect des engagements pris par le camarade Manouilsky, celui-ci étant absent, le camarade Bela Kun me répondit que Manouilsky n'avait parlé qu'en son nom personnel et que je n'étais nullement fondé à me référer à ses paroles.

Sans vouloir insister ici sur ces faits, je suis obligé de les évoquer en m'adressant de nouveau à l'Exécutif pour lui demander ma réintégration dans le Parti.

Dix-huit mois se sont écoulés depuis mon exclusion, alors que celle-ci devait être d'un an. Mes dix années d'activité au service du prolétariat et de la révolution me dispensaient de nouvelles démonstrations d'attachement à la cause qui est mienne. Les dix-huit derniers mois m'ont pourtant permis, dans des circonstances peu courantes, de prouver que rien ni personne ne peut interdire à un communiste de rester communiste. Si c'est cela que l'Exécutif désirait, je ne crois pas avoir déçu son attente.

Fidèle au Parti et à l'Internationale communistes, je ne vois aucune raison valable de travailler hors de leurs cadres ; je sais, par contre, tous les motifs de rentrer dans leurs rangs. J'espère que l'Exécutif n'y verra pas d'obstacles.

Salutations communistes.

Boris SOUVARINE.

Réponse de l'Exécutif

*Voici la réponse de l'Exécutif, d'après l'*Humanité, *dont nous reproduisons le texte sous toutes réserves, vu les méthodes de falsification en honneur chez les léninistes de fraîche date :*

« Le C. E. de l'I. C., après avoir pris connaissance de la lettre de Souvarine demandant sa réintégration dans l'Internationale, considérant :

1° Qu'il n'a en aucune façon respecté l'engagement (?) pris par lui, à savoir de ne pas combattre de l'extérieur le P. C. F. et l'I. C. ;

2° Que dès sa rentrée à Paris il constitua une fraction (!!!) avec des éléments de droite (!!!) à l'intérieur du Parti ;

3° Que dans l'organe *la Révolution Prolétarienne*, il mena une campagne ignoble (!!!) contre la direction du Parti français et la direction de l'Internationale et qu'il continua dans le *Bulletin Communiste*, fondé par lui, la même campagne contre-révolutionnaire (!!!) et anti-communiste (!!!),

Le C. E. décide de refuser (?) la demande de réintégration de Souvarine et engage les membres du Parti qui ont cru pouvoir, n'étant pas en accord complet (!!!) avec la politique générale du Parti, soutenir directement ou indirectement l'activité criminelle (!!!) de Souvarine, à briser tous liens avec lui et son organe anti-communiste (!!!), et à travailler à la défense de leurs points de vue au sein du Parti, dans les limites de la discipline communiste. »

Opinions et arguments de nos lecteurs

Un camarade nous écrit de Belgique :

Quand le Bulletin Communiste *a demandé à ses amis de le tirer d'affaire, pécuniairement, je ne me suis pas empressé de donner suite à sa demande. Je n'ai fait, de mon abonnement de six mois, un abonnement d'un an, qu'en prélevant sur mes derniers appointements la somme nécessaire. Je ne disposé pas sans précautions et sans calcul de mes ressources. Que je m'excuse pourtant, en premier lieu, de n'avoir envoyé que tardivement mon mandat-poste à la revue ! Mais je n'en tiens pas moins à vous écrire que je me suis acquitté volontiers et de bonne grâce de cette dette. Je n'écris pas que je me suis imposé de sacrifice. Non, un homme consciencieux et réfléchi se doit, à tout le moins, de faire, en l'occurrence, emploi du mot dette plutôt que du mot sacrifice. Le sacrifice, c'est vous qui le faites, en assumant cette tâche ingrate, cette lourde charge, de redonner vie, surtout en France, à l'idée et à l'action du communisme. Je ne le dis pas seulement à votre éloge. Je ne tiens pas aux compliments banaux et faciles. Mais il me faut y insister quand même et coûte que coûte. Je ne vous donne pas, mais je vous dois quelque chose.*

En disant mieux, en pensant mieux que moi ce que je dirais et penserais moi-même, sur cette époque d'arrêt et de recul du mouvement révolutionnaire, vous avez droit certes à ma confiance et à mon estime. C'est qu'il importe de ne pas prendre des vessies pour des lanternes, la proie pour l'ombre, quand on se met à définir et à décrire ce monde complexe et difficile de l'après-guerre. Et trop de gens en place et en vue dans l'Internationale sont tombés, de leur propre gré ou malgré eux, dans ce travers qui mène tout droit aux échecs et aux catastrophes.

Il est donc indispensable et même urgent de leur faire pièce et de leur tenir tête. Ensuite, en donnant l'exemple, dans la revue, d'une démocratie prolétarienne dont on a perdu, dans les sections de l'Internationale, le souvenir vivant et l'idée juste — il s'en faut que son application ait été ajournée et empêchée par des circonstances exceptionnelles — vous n'êtes pas moins pratique, pas moins utile. Il ne s'agit pas pour moi, comme pour personne, de nous soumettre à vos conceptions personnelles et particulières, ni de vous suivre à la bonne franquette et, à l'aveugle. Vous n'ignorez pas ce qu'il vous en coûterait, ce qu'il vous en cuirait, si vous n'aviez affaire qu'à des disciples dociles et serviles. C'est pour avoir mis en honneur, à l'avant-plan, la discussion, même la controverse, voire la polémique entre adeptes et partisans d'une même idée fondamentale, quand un problème quelconque est à l'ordre du jour et à l'étude, que vous avez eu, assurément, le plus de mérite. Une unanimité officielle et obligatoire ne vous dit rien qui vaille, à juste titre. Etendre et épuiser un débat, avant le vote, la décision finale, ne vous semble non moins une revendication, une exigence opportune et pressante.

Votre rubrique : « Opinions et Arguments de nos lecteurs », où l'on est loin d'entendre toujours le même son de cloche, vos explications franches et cordiales de communiste à syndicalistes-communistes sont déjà les indices et même les preuves d'une démocratie prolétarienne excellente et impeccable. Vous ne le poussez pas non plus jusqu'au fétichisme, au formalisme : la sélection de vos articles se fait de telle sorte que les plus caractéristiques et les plus intéressants ont seuls droit de paraître. On n'entend pas réciter de leçon apprise par cœur, pour le bon point, comme à l'école.

Introduire dans le Parti, séance tenante et sans cesse, une politique réaliste et une politique démocratique, tels sont, à mon humble avis, les premiers points de votre programme, qu'il convient d'avoir toujours présents à la mémoire et de ne jamais perdre de vue. A la seule pensée que de nombreuses erreurs et de nombreuses fautes eussent été évitées si cette politique avait été suivie et expliquée de point en point, je ne puis que me réjouir, ou, tout au moins, me consoler de votre entreprise.

Il en résulte que l'intelligence des camarades, à qui le communisme est familier et sympathique, n'est pas laissée en friche. Est-il besoin de vous dire qu'il m'a fallu le Bulletin Communiste, *comme la* Révolution Prolétarienne *aussi, du reste, non seulement pour être mis au courant des désaccords et des conflits dans différents partis de l'Internationale mais même pour recevoir ma part d'information et d'histoire des événements des derniers mois, qui ont trait au sort de la classe ouvrière. Je tiens à déclarer que vous m'aidez à m'instruire, avant toute autre chose. Vous m'aidez de même à réfléchir, sans aucun doute, mais en me fournissant matière à réflexion, de la première à la dernière ligne de vos articles.*

Apprendre et dire tout en même temps, du premier coup, n'est pas possible. Je ne l'ignore pas. Mais je n'en tiens pas moins à vous demander plus d'articles, plus de matière d'information et d'histoire, encore. Je sais aussi que la revue a des limites. Une analyse de la retraite d'octobre 1923, en Allemagne, circonstanciée, ne manquerait pas d'avoir bon accueil auprès de nombre de camarades qui, jusqu'à présent, en ont attendu une en vain.

Une autre analyse de la conduite du parti bulgare en juin et en septembre 1923 ne serait pas non plus mal venue. Dans sa préface aux « Leçons d'octobre », *— je ne connais de ce livre, qui n'est pas encore traduit en français, et pour cause, que la préface, — Trotsky se propose, entre autres, de tirer de ces événements de Bulgarie et d'Allemagne, une conclusion indispensable et salutaire. Le* Bulletin, *est-il en mesure de se payer le luxe de s'attarder de temps à autre à faire de l'histoire proprement dite ? C'est à partir de ces échecs-là que les partis communistes de Bulgarie et d'Allemagne ont commencé à perdre de plus en plus d'influence. Les rappeler ne serait donc en rien besogne gratuite et platonique. En outre, je ne puis qu'applaudir aux enquêtes qui sont tentées, aux essais qui sont faits, sur la question syrienne (article de Saint-Jacques), sur la question agraire en France (article de Jean Roche) et ainsi de suite. Au fur et à mesure que se poursuivra l'action du* Bulletin Communiste, *je suis presque sûr de voir à son sommaire les principaux titres de l'actualité et de l'histoire contemporaine du communisme.*

Quoi qu'il en soit, le désir même que je vous exprime de voir donner plus d'étendue encore à la revue vous montre, s'il ne vous le prouve guère, que je tiens à son succès et à sa réussite. Et, pour le reste, je ne ferais que vous répéter en vain ce qui vous a déjà été dit de réconfortant et d'agréable. Je m'excuse même de ne vous avoir sûrement rien dit de neuf.

Le Comité de Rédaction : ALBRESPY, AUCOUTURIER, BARAT, BARRUÉ, BASILAIRE, BASTIN, BERTRAND, MARTHE BIGOT, BOISSEY, BORNAT, BOUILLOT, BOULIDARD, BOULIER, BRUHAT, BUREL, VICTOR CARUEL, CASTEX, CHEVALIER, COURAND, DAVID, DEBUT, B. DELAHAYE, G. DELAHAYE, DELARUE, DELSOL, DESSAY, DOGUIN, DOUCET, DUC, DUSSAUD, V. ENGLER, FULCONIS, O. FLOURET, GARNIER, GARSOT, GENTILLEZZA, GOSSET, GERMAINE GOUJON, GOURGET, GRANDIN, GUILLOU, ROGER HAIRIUS, CÉSAR HATTENBERGER, HUTT, JOLY, BERTHE JOLY, P. KAAN, LACOSTE, LALANDE, LEGENDARME, TH. LEMASSON, LEMIRE, LEPESQUEUR, LEPRINCE, LEROY, MABO, MADER, MAHOUY, MAILLAND, J. MAQUARRE, MAUPIOU, S. MENANT, MOLINIÉ, P. MOULIN, J. MOULIN, L. NOEL, V. PATY, PÉJU, E. PITTE, RABAUTE, S. RIBADE, ANTOINE RICHARD, MARCELLE RICHARD, ROUX, SAINT-JACQUES, SALOMEZ, SÉNÉCAL, B. SOUVARINE, SOUZY, CH. STOCK, ED. STOCK, H. SUCHET, THIONVILLE, L. THOREL, A. THOREL, TONY, VIDALEINCQ, VILLON, VAN ZURK, WEIBEL.

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2e)
Georges Dangon, imprimeur.